

CONCOURS GÉNÉRAL ET RÉSULTATS CATASTROPHIQUES AUX EXAMENS

Une école, deux faces



137 lauréats dont 65 filles et 72 garçons ont reçu leurs distinctions des mains des autorités

Macky Sall : "Que personne n'en doute, l'enquête en cours sur les fuites au Bac sera menée à son terme. Les enseignants ayant participé à cette funeste entreprise n'ont plus leur place dans notre système éducatif"

P.7

APPEL À MANIFESTER DE WADE

Abdoulaye D. Diallo avertit et menace



P.3

PARTICIPATION AU VOTE DU
30 JUILLET PROCHAIN

Khalifa Sall suspendu au Doyen des juges



P.9

COOPÉRATION SÉNÉGAL-ESPAGNE

À l'assaut de la migration clandestine



P.2

DRAME DU STADE DEMBA DIOP

Ouakam engage la bataille médiatique



P.11

ATTAQUE CONTRE LA CARAVANE DE MANKOO TAXAWU SENEGAAL

Le ministre Oumar Guèye dément et accuse

Après la sortie du Docteur Oumar Cissé, tête de liste départementale de la coalition Manko Taxawu Senegaal à Rufisque, accusant le ministre Oumar Guèye d'avoir attaqué sa caravane, la réponse de ce dernier ne s'est pas fait attendre. Hier lors d'une rencontre des responsables de Benno Bokk Yaakaar au Cnfa, le ministre a dérogé tout en touche. D'ailleurs, il a allégué que les vrais auteurs de cette violence électorale cherchent un bouc émissaire en l'accusant d'être un homme violent. "Nous ne sommes pas des hommes violents. La violence, c'est l'arme des faibles et nous ne sommes pas faibles. Nous avons remporté toutes les élections. S'il y a une coalition qui n'a aucun



intérêt à provoquer cette violence, c'est bien Benno Bokk Yaakaar", a-t-il indiqué.

D'ailleurs signale le ministre de la Pêche et de l'Economie maritime, par ailleurs coordonnateur départementale de la coalition présidentielle, "nous condamnons toute forme de violence. Manko Taxawu Senegal voulait faire un

remake à Rufisque, après Grand Yoff et Médina. Mais, ils n'ont pas réussi", a-t-il dit tout en persistant qu'il est conscient de ses responsabilités de ministre de la République, mais aussi, de son statut de plénipotentiaire dans le département de Rufisque. Du coup, fait-il noter, "nous n'avons pas intérêt qu'il y ait des incidents. Notre coalition est suffisamment forte pour vouloir créer des problèmes, parce que notre victoire le 30 Juillet prochain est assurée dans le département de Rufisque". Oumar Guèye d'ajouter : "quand il s'agit de protéger nos militants, nous sommes obligés de nous défendre. C'est ce que notre sécurité a fait pour éviter qu'il y ait des blessés ou des voitures vandalisées. Heureusement, cela n'a pas été le cas". ■

CARTE D'IDENTITÉ

Face aux plaintes des électeurs qui n'arrivent pas à obtenir leur carte d'identité biométrique doublée de la carte d'électeur, la préfecture de Dakar entend alléger la peine des citoyens. En effet, le préfet a décidé de rapprocher les Commissions de distribution des cartes de leurs bénéficiaires. Dans ce sens, les électeurs peuvent désormais retirer leurs cartes auprès des Commissions installées au niveau des différents centres abritant leur bureau de vote. Selon le communiqué, "la répartition des cartes par centre de vote ne tient pas compte du lieu d'inscription de l'électeur".

ne s'est pas trompé en faisant le choix de Boun Dionne. Il fallait donner les clés à quelqu'un de travailleur, loyal avec une expérience d'Etat. Son Premier ministre était le mieux indiqué", a soutenu le leader de l'Alliance des forces de progrès. Poursuivant son propos, il dit : "je suis fier de toi. Fier de ce que tu es et de ce que tu es en train de faire". Saluant "la loyauté granitique" de la tête de liste de BBY, le président de l'Assemblée nationale sortant lance à l'endroit du candidat : "le scrutin du 30 juillet est le premier tour de la Présidentielle de 2019. Il faut, par conséquent, le remporter haut la main et laisser le camp d'en face crier à nouveau comme un veau qu'on égorge".

BBY KAOLACK

Le meeting de Benno Bokk Yaakaar prévu hier au stade Lamine Gueye de Kaolack a été suspendu. Selon les informations reçues celui-ci a été repoussé au 25 de ce mois. Ce report suscite beaucoup d'interrogations dans le Saloum. D'aucuns en concluent que c'est à cause de la guerre de tendances qui existe entre le camp de Mariama Sarr et celui de Diéne Farba Sarr. Un responsable du parti présidentiel, qui a recueilli l'anonymat, souligne que le Premier ministre est en train de réunir les différents protagonistes. Histoire d'arrondir les angles entre les deux ministres. Mais de l'avis de bon nombre de militants de l'APR, cette tentative de la tête de liste nationale de Benno Bokk Yaakaar est vouée à l'échec, du fait de la grande animosité qui existe entre les partisans de Mariama Sarr et ceux de Diéne Farba Sarr.

GRUPE YAVUZ SELIM

Si les responsables du Groupe Yavuz Selim pouvaient se lever et manifester publiquement leur indignation, ils l'auraient fait hier, à la cérémonie de remise des prix du Concours général. Les autorités de l'Etat ont décidé de changer le nom de cet établissement. Désormais, l'Etat et ses démembrés parlent d'école sénégaloturque. Une appellation qui donne la rage à l'Administration du groupe. Dans leur coin (à côté de la presse), les trois responsables n'ont cessé de protester durant la cérémonie. Quand le maître de cérémonie dit

COOPÉRATION SÉCURITAIRE ESPAGNE SÉNÉGAL

A l'assaut de la migration clandestine

Les ministres de l'Intérieur du Sénégal et du royaume d'Espagne ont conclu un partenariat hier pour combattre le phénomène de la migration clandestine.

Entre l'Afrique subsaharienne grande pourvoyeuse de migrants clandestins et l'Espagne l'une des portes d'entrée les plus prisées pour "l'eldorado" européen, la coopération sécuritaire est essentielle pour contrer les conséquences que charrie ce phénomène : trafic d'êtres humains, terrorisme, crimes transfrontaliers. Le ministre de l'Intérieur et de la Sécurité publique Abdoulaye Daouda Diallo a reçu son homologue espagnol, Juan Ignacio Zoido pour renforcer la collaboration entre les deux pays. Si un "dispositif conjoint a permis de juguler les départs d'embarcations de fortune à partir des côtes sénégalaises pour les îles Canaries" comme l'avance M. Diallo, la dislocation de l'Etat libyen a occasionné le passage de plus en plus prisé par le désert. Une route de contournement dangereuse qui, ajoutée à la chute des fiefs de l'Etat islamique, Raqqa et Mossoul, risque de créer d'autres problèmes. "Nous pourrions avoir notre lot de djihadistes. Il faut travailler à contenir leur dissémination", a avancé A. Daouda Diallo. Ce qui explique l'accompa-

gnement du royaume d'Espagne pour couper le mal à la racine. Ainsi la nouvelle coopération va réadapter les stratégies et dispositifs pour la route de l'Atlantique ; le renforcement des moyens humains et matériels des Forces de défenses et sécurité ; ainsi que les nouveaux domaines de coopération concernant le trafic de stupéfiants et le terrorisme.

Le ministre espagnol s'est montré dans les dispositions de renforcer la coopération entre la "Guardia Civil" et la Police avec leurs structures sœurs au Sénégal. La migration clandestine donnant lieu à des scènes d'expulsions dégradantes, Juan Ignacio Zoido a regretté l'image de celle d'un Sénégalais qui a récemment fait le tour du monde. "Ça ne doit pas se reproduire et ces images ne devraient plus avoir lieu. Elles n'apportent rien à la coopération entre le Sénégal et l'Espagne. Je regrette les faits qui ont eu lieu. Mais les personnes qui ne réunissent pas les conditions pour entrer en Espagne, il faut leur appliquer la loi", a-t-il déclaré. ■



Juan Ignacio Zoido

OUSMANE LAYE DIOP

MOUSTAPHA NIASSE



MOUSTAPHA NIASSE (SUITE)

Par ailleurs, le progressiste a salué l'unité de la coalition BBY dans le département de Nioro du Rip. A l'en croire, les gens "parlent d'une même voix, disposent d'un même idéal". Moustapha Niasse n'a pas manqué de parler de l'avenir en soutenant que "le moment est venu pour faire de la place aux plus jeunes". "Nous vous accompagnons. Nous avons fait notre temps. L'avenir c'est demain, mais il se prépare aujourd'hui, puisque le passé inspire toujours l'avenir", dit Niasse avant de demander à ses jeunes camarades, militants et responsables Bby du département de gagner le scrutin du 30 juillet prochain. Surtout que, dit-il, "le Président Sall a doté Nioro de moyens conséquents pour la bataille électorale".

Lors du meeting organisé dans la nuit du mercredi à Jeudi par Benno Bokk Yaakaar à Kaolack, Moustapha Niasse n'a pas tari d'éloges à l'endroit du Premier ministre, tête de liste nationale la coalition du pouvoir. "Macky Sall

école sénégaloturc, ils se regardent entre eux et se lancent dans des récriminations. L'un d'eux a même fini par hausser (un tout petit peu) le ton. Yavuz Selim, Yavuz Selim, répète-t-il, tout en dénonçant une injustice. À noter d'ailleurs qu'à un moment donné, il était question de boycott de la cérémonie par les Turcs.

DRAME DE DEMBA DIOP

Le ministre de la Jeunesse, de l'Emploi et de la Construction citoyenne est très peiné par les incidents du stade Demba Diop qui ont coûté la vie à 8 jeunes et occasionné 303 blessés. A cet effet, Mame Mbaye Niang présente "ses vives et sincères condoléances aux familles des victimes et souhaite prompt rétablissement aux blessés". En tant que ministre en charge de la construction citoyenne, il estime qu'"en ces

moments graves de la vie de la Nation, il est plus qu'impérieux d'en appeler à la restauration des valeurs cardinales de dépassement, de tolérance, de respect de l'autre... indispensables à la paix civile et à la cohésion sociale."

ENQUÊTE

Publications - Société éditrice Mermoz Pyrotechnie Villa N°23, 2^e étage Tél. : 33 825 07 31 E-mail : enquetejournal@yahoo.fr

Directeur Général : **Mahmoudou Wane**
 Directeur de publication : **Ibrahima Khalil Wade**
 Rédacteur en chef : **Gaston Coly**
 Secrétaire de la Rédaction : **Assane Mbaye**
 Grands Reporters : **Babacar Willane & Mahmoudou Wane**
 Chef de Desk Société : **Fatou Sy**
 Chef de Desk Sports : **Adama Coly**
 Chef de Desk Culture : **Bigué Bob**

Rédaction : Louis Georges Diatta, Viviane Diatta, Mame Talla Diaw, Aida Diène, Ousmane Laye Diop, Cheikh Thiam, Habibatou Traoré
 Correcteur : Boubacar Ndiaye

Directeur artistique : **Fodé Baldé**
 Maquette : **Penda Aly Ngom Sène, Bollé Cissé**

Service commercial : **enquete.commercial@gmail.com**
 Tél. : 33 868 47 17
 Impression : **AFRICOME**

COURS DE VACANCES 2017

(Programme Français)

Des **PROFESSEURS** et des **INSTITUTEURS** spécialistes du programme français vous dispensent des cours de vacances en Juillet-Aout selon votre choix dans les cycles suivants :

- **Primaire** : En Français-Maths
 - **Secondaire** : de la 6^{ème} à la terminale L, S, etc...
- En Maths, Français, Anglais, PC, SVT, Philo, Economie, Histoire, Géographie, Espagnol, Informatique, etc...
- Préparation du brevet et Bac français

Contact : 77 340 60 56



CONSTRUCTION INNOVANTE
RAPIDE
MODERNE

Des maisons écologiques, thermiques et économiques avec des délais records de construction





Athegroupe Sénégal
 Sisap Liberté 4, Villa N°5087/0
 Adresse : Zone résidentielle en face Hôtel Tama Lodge
 Ville N°266 Mbour
 Tél/Fax : +221 33 825 86 85
 BP : 15327 Dakar Fann
 www.athegroupe-sn.com

MANIFESTATIONS OPPOSITION ET DÉLIVRANCE CARTES

Abdoulaye Daouda Diallo entre menaces et explications

L'ordre public ne sera pas troublé à en croire le ministre de l'Intérieur après l'annonce d'une marche de protestation pour la délivrance des cartes d'électeurs.

— OUSMANE LAYE DIOP

Le discours électoral abandonne projets et programmes pour glisser vers la bataille des cartes d'électeurs. Après que la tête de liste nationale de la Coalition gagnante Wattu Senegaal, Abdoulaye Wade, a appelé à assiéger préfectures et sous-préfectures de toutes les localités du pays, ainsi qu'à une marche de protestation mardi prochain à la Place de l'Indépendance à Dakar, le ministre de l'Intérieur, Abdoulaye Daouda Diallo, a réagi. "Nous devons assurer la sécurité des biens et des personnes et nous n'accepterons en aucune façon des débordements que quelque nature que ce soit", a-t-il prévenu hier dans ses locaux, en recevant son



homologue espagnol Juan Ignacio Zoido.

En dépit du nombre important

d'électeurs qui a dépassé le seuil convenu entre le pouvoir et l'opposition pour la fiabilité du fichier et

du scrutin du 30 juillet, (6.200.000 enrôlés au lieu de 4 millions), le ministre de l'Intérieur et de la sécurité publique a dû concéder qu'il y a un problème dans la délivrance des cartes. C'est donc un souhait qu'il formule. "Il faut aller dans les commissions, les cartes y sont en nombre, on continue de produire les dernières. De toute façon tout sera dans ces commissions. Je lance un appel à tous les Sénégalais de ne pas se laisser, il peut y avoir des déperditions de cartes c'est vrai. Mais globalement la situation devrait rentrer dans l'ordre d'ici le scrutin si tout se passe bien. On travaille à ça. Toutes les autorités administratives sont mises à contribution et ceux qui peuvent nous aider à accélérer le processus de distribution sont invités à aller dans ce sens. C'est ce que nous souhaitons objectivement", a-t-il déclaré. Le ministre d'affirmer que la lenteur pourrait être due à la complexité du processus. "C'est quelque chose de particulièrement sérieux qui suit un processus éprouvé et qui prend du temps. Notre ambition est de tout faire pour que le jour de l'élection chacun puisse disposer de son document. On ne peut le sortir

n'importe comment. Il faut suivre un processus qui est écrit et sans aucune volonté, l'opposition est en train de véhiculer par ci par là que le pouvoir bloque les cartes ou de garder la carte de qui que ce soit", a-t-il avancé.

Dépassement

Par ailleurs, Abdoulaye Daouda Diallo a déploré la violence qui s'est invitée dans la campagne électorale ces derniers jours. Il prévient que les forces de sécurité joueront leur rôle et invite les partis politiques au dépassement. "C'est quelque chose que nous condamnons, que nous regrettons beaucoup. Autant qu'il nous sera possible, nous allons essayer de sécuriser nos concitoyens. J'appelle la classe politique à beaucoup plus de dépassement. C'est vrai que nous sommes dans une période de passion, électorale mais je crois que la violence ne doit pas avoir sa place dans un débat d'idées. Il faut discuter des programmes, des intentions, mais en aucune façon une violence ne saurait être tolérée à ce niveau. La police comme la gendarmerie veilleront à contenir le phénomène. Mais nous demandons aux politiques de plus travailler à une campagne apaisée", a-t-il conclu. ■

DÉLIVRANCE DES CARTES D'IDENTITÉ NATIONALE

Mame Mbaye Niang désavoue Wade

Selon le ministre de la Jeunesse, plus de 70% des Sénégalais ont déjà récupéré leurs cartes d'identité biométrique de la Cedeao. Aussi aux dires de Mame Mbaye Niang qui, était hier à Grand Médine puis à la Patte d'Oie, les 30% restants ont la possibilité d'aller récupérer leurs cartes jusqu'à la veille du scrutin législatif du 30 Juillet prochain.



— ASSANE MBAYE

La délivrance des cartes d'identité nationale en perspective des prochaines élections législatives du 30 juillet installe la polémique entre la majorité présidentielle et l'opposition sénégalaise. Alors que l'ancien président de la République appelle ses militants et sympathisants à la mobilisation et à assiéger le ministère de l'Intérieur, les préfectures et sous-préfectures, pour exiger la délivrance des cartes d'identité nationale à puce Cedeao, les tenants du pouvoir minimisent et estiment que le Pape du Sopi fait dans le show politique.

Selon le ministre de Jeunesse et de la Construction citoyenne, plus de 70% des Sénégalais ont déjà

récupéré leurs cartes d'identité biométrique de la Cedeao. Les 30% restants poursuit-il, "ont la possibilité d'aller récupérer leurs cartes d'identité et d'électeur jusqu'à la veille du scrutin législatif du 30 juillet prochain".

Mame Mbaye Niang a fait cette déclaration hier dans le cadre de sa campagne électorale pour les Législatives qu'il poursuit dans la capitale sénégalaise. Après Grand Yoff et Médina où il a été violemment attaqué par des éléments de Mankoo Taxawu Senegaal, le Secrétaire national en charge des jeunes de l'Alliance pour la République a été hier à Grand Médine puis à la Patte d'Oie. Le fils de Imam Mbaye Niang a démarré sa visite au garage des taximen de Nord foire où il a effectué la prière de l'après-midi avant de s'entretenir avec ses hôtes sur leurs principales préoccupations. "Nous étions tous du Parti socialiste mais nous avons décidé de soutenir le président Macky Sall parce que nous sommes convaincus par son projet de développement du pays. Nous vous soutenons et vous demandons de ne pas nous oublier. Le garage est composé de jeunes dévoués au travail. Nous sommes composés de 77 membres qui sont tous des responsables de familles", a soutenu le responsable des taximen de Nord foire devant le ministre. A son tour, ce dernier leur a promis de prendre

en charge leurs préoccupations dans ses projets de développement avant de leur demander à voter pour les listes de Benno bokk yaa-kaar.

Après le garage des taximen, le ministre de la Jeunesse s'est rendu chez les mécaniciens du stade Léopold Sédar Senghor menacés d'expulsion depuis un bon moment. A Mame Mbaye Niang, ils ont ainsi demandé un site de recasement où ils puissent continuer d'exercer leurs activités sans aucune crainte d'être déguerpis. A ce propos, Mame Mbaye les a assuré que le site de recasement qui leur est réservé à Diamniadio est déjà prêt et qu'il reste simplement à recenser tous les ouvriers qui sont sur le parvis du stade Léopold Senghor et qui sont impactés.

Le ministre de la Jeunesse, après le garage des mécaniciens du stade Amitié, a fait cap sur Grand Médine où il a rencontré les notables du quartier qui l'ont entretenu de leurs difficultés liées principalement à l'assainissement et au lotissement. Sur ce, Mame Mbaye Niang leur a signifié que la restructuration et l'assainissement du quartier nécessiterait le recasement de certains habitants.

Le ministre de la Jeunesse a fini sa caravane à la Patte d'Oie où il a sillonné toutes les ruelles pour appeler les populations "à voter utile" et à accorder leur confiance à la coalition BBY. ■

BAMBA FALL SUR L'APPEL DE ME WADE

"Nous irons au rassemblement"

La tête de liste départementale de la Coalition Mankoo Taxawu Senegaal dénonce le traitement "spécial" de l'affaire Khalifa Sall. Bamba Fall annonce qu'ils comptent participer à la manifestation qu'invite Me Abdoulaye Wade pour la délivrance des cartes d'électeurs.

La Cour suprême a rejeté, hier, la demande de mise en liberté provisoire de Khalifa Sall introduite par ses avocats. Selon le maire de la Médina, Bamba Fall, cette décision est loin d'être une surprise. "Nous restons convaincus que Khalifa Sall n'est plus un détenu politique, mais, un otage politique. Nous savons pertinemment que, lorsque le Président a dit à ses partisans que Khalifa n'a plus sa liberté de mouvement qu'il ne faut pas qu'il les (Benno Bokk Yakaar) batte. Là, on a compris que Khalifa était politiquement arrêté. N'empêche, nous allons nous battre. On a tous vu ce qui s'est passé avec Abdoulaye Wade, mais là, nous sommes convaincus que le régime de Macky est pire", a réagi, hier, l'ancien pensionnaire de la Mac de Rebeuss en caravane à Dakar Plateau.

La tête de liste départementale de Dakar annonce, toutefois, que la bataille se poursuit, car le maire de la capitale doit toujours disposer de ses droits, n'ayant pas été condamné, mais, uniquement en détention préventive. "Une fois que Khalifa Sall sera élu à la tête de l'Assemblée nationale, ils seront obligés de le libérer. Mais néanmoins, ils doivent comprendre qu'il doit conserver ses droits politiques. En tant que tête de liste, il devait battre campagne et sortir voter le 30 juillet prochain. Mais, actuellement, il est question de confiscation d'un candidat".

Fort de ce constat, le maire de la Médina a appelé à participer au grand rassemblement de mardi prochain, pour la délivrance des cartes d'électeurs. Car, selon lui, il est inconcevable, dans un pays qui se respecte, qu'à moins de 12 jours des élections, 60% des électeurs ne disposent toujours pas de leurs cartes. Donc, l'appel d'Abdoulaye Wade les "interpelle" et les "engage" tous. "Malgré les



menaces du pouvoir, nous sommes dans une démocratie. Donc, il faut que les ministres des Finances, de l'Intérieur et de la Justice sachent qu'ils sont des ministres de la République ; qu'ils ne peuvent pas, à partir de leur position, nous menacer ou nous intimider", avertit Bamba Fall. Qui ajoute qu'il y a "un parfum de vol" et de "détournement".

Pour étayer ses soupçons, il explique que le fichier contenant les lieux de vote qu'on leur a donné comporte une "grande différence" avec celui reçu, il y a une semaine. "L'école Malick Sy ne fait pas partie de notre commune, alors que la semaine dernière, on nous a envoyé un nouveau fichier électronique montrant qu'il y a cinq bureaux de vote dans cet établissement situé dans Dakar-Plateau. Donc, plus de 2500 électeurs doivent y voter. Ce qui veut dire que des Médinois iront voter dans la commune du Dakar-Plateau", explique le candidat. Tout en interpellant l'opinion sur cette situation, il a lancé des piques à son homologue de Dakar-Plateau, Alioune Ndoye qui, rappelle-t-il, "a trahi leur tête de liste", car, s'il est devenu maire, c'est grâce à Khalifa Sall. ■

HABIBATOU WAGNE

PIKINE

Ça chauffe sur tous les fronts

La journée d'hier a été chargée dans le département de Pikine. Si Idrissa Diallo n'a pas raté le président de BBY ; l'ancien ministre Aminata Lô a fini par déposer ses baluchons dans le Macky. Au même moment, Abdou Karim Sall a fait dans la raillerie tenant pour responsable la Coalition gagnante Wattu Senegaal de tout ce qui pourrait arriver à l'ancien Chef de l'Etat Abdoulaye Wade, "à bout de souffle".

CHEIKH THIAM

Idrissa Diallo, tête de liste de la coalition Manko Taxawu Sénégal, est très remonté contre le président Macky Sall. Il ne peut pas comprendre, qu'avec 53 milliards, l'actuel régime soit "incapable" d'enrôler des cartes d'identité et d'électeurs à temps. Il souligne d'ailleurs qu'il a fallu deux morts d'homme pour qu'un équipement suffisant soit mis en place pour cet enrôlement. "Je pense que c'est un manque de volonté et de respect aux Sénégalais. J'ai entendu dire qu'ils ont imprimés plus de 5 millions. Il y a plus de 750 000 cartes qui n'ont pas été imprimées, alors que nous étions à moins de 15 jours des élections. Ce régime est incapable, parce qu'avec 53 milliards, avec Wade, on avait trouvé que c'était cher. Macky lui prend cette même somme et on ne le dénonce pas. Et après, il nous montre son incapacité, parce qu'Abdoulaye Wade produisait deux cartes : électeurs et d'identité. On n'avait pas souffert pour l'obtention des cartes. Ce qui n'est pas le cas aujourd'hui" a déclaré, hier, à Pikine le maire de Dalifort, lors d'un point de presse.

S'il y a un problème ou blocage, il enjoint le gouvernement d'être "honnête" et de le dire. "Nous n'acceptons pas d'aller aux élections, dans ces conditions où les Sénégalais n'ont pas leurs cartes. Il paraît qu'eux vont à la DAF avec leurs récépissés pour récupérer leurs cartes. Ce sont nos militants qui sont bloqués. Cette fraude qu'il prépare nous n'allons pas l'accepter", a précisé l'ancien député. Selon qui les Sénégalais doivent poser le débat sur la responsabilité des fonctionnaires du ministère de tutelle. "Ils restent des politiques ou des fonctionnaires ? Actuellement, on n'a plus de fonctionnaires, c'est pour cela, d'ailleurs, que nous avons partout au Sénégal des problèmes fonciers. Macky est même incapable de contrôler l'administration. Il faut constater la carence du gouvernement. Et si rien ne change, on va tout bloquer", a menacé l'un des bras-droits de Khalifa Sall.

Aminata Lô : "Pourquoi j'ai décidé de soutenir le président Macky Sall"

Transhumer en pleine campagne électorale, c'est ce que vient de faire la présidente de l'Alliance pour



Idrissa Diallo

l'émergence et le libéralisme/Jokko jubeul jarinu (APPEL/3J). Aminata Lô se justifie par le fait que la Coalition gagnante wattu Senegaal n'a pas respecté les clauses du contrat, lors des investitures. Que le temps n'a pas permis à sa formation politique de créer une nouvelle coalition. Puisqu'elle est d'obédience libérale et que le président Macky Sall l'a reçue, elle a décidé de voter pour BBY, le 30 juillet prochain. Toutefois, elle tient à faire cette précision : "Je ne suis pas membre de l'APR, il faut que cela soit clair. J'ai

appelé à voter pour BBY et après les élections, nous allons voir la suite à prendre".

"Je ne suis pas dans les marchandages, encore moins de monnayer des prix pour soutenir Macky Sall qui est un ami de 20 ans. Il y a eu un manque notoire de considération de notre parti de la coalition gagnante Manko wattu Senegaal. Il y a que moi qui ai été investi sur cette liste et à la 18e position. C'est une forfaiture. C'est à cause de cela que nous avons décidé d'appeler à voter la coalition BBY. Nous œuvrons pour une victoire éclatante", a ajouté hier Aminata Lo, en marge d'une caravane dans les rues de Pikine. Selon l'ancien ministre, il reste deux ans au Chef de l'Etat et si jamais l'opposition gagne, le pays sera bloqué. Elle vote pour la stabilité du pays avec une majorité confortable pour l'actuel régime.

Abdou Karim Sall : "Ceux qui ont porté Wade à la tête de la coalition répondront devant l'histoire"

Hier, lors d'une caravane qui a sillonné les artères de la commune de Mbao, le responsable de l'APR de cette commune en a profité pour

se prononcer sur les dernières déclarations d'Abdoulaye Wade. Selon Abdou Karim Sall, c'est regrettable que, pendant la campagne électorale, un candidat tête de liste "essoufflé" puisse appeler à une marche. "Qu'il fasse sa marche, il n'y a aucun problème, parce qu'il s'était inscrit dans dynamique. Il est libre de marcher, parce qu'il est tête de liste. Cela ne nous émeut pas, ne nous surprend. Je pense que ceux-là qui ont eu à le porter à la tête de la coalition répondront devant l'histoire. Et nous prendrons acte et nous leur tiendrons responsable de tout ce qui arrivera à l'ancien président de la République du Sénégal", a-t-il déclaré.

Selon le coordinateur des cadres républicains de Pikine, il est "impassable", "inacceptable" qu'à son âge de jeunes se cachent derrière lui pour le jeter dans la rue pour affronter la dure réalité du terrain. "Il faut le constater, le PDS a perdu du terrain. Wade est en train d'anticiper sa défaite. Avec cette défaite historique, il va sortir par la plus petite porte, au soir du 30 juillet, car, il aura constaté que la popularité qu'il avait, la confiance que les Sénégalais lui avaient apportée sont dans l'histoire, comme lui. Si son fils n'était pas libre, il serait actuellement à Paris en train de se reposer. Le soir du 30 juillet, il va constater lui-même que le peuple sénégalais n'est plus collé au slogan de sopi", a dit M. Sall. Qui se désole qu'un ancien président puisse tomber "aussi bas". ■

BALDÉ SUR LA MARCHÉ ANNONCÉE PAR ME WADE LE 25 JUILLET

"Nous ne serons pas à cette marche, sauf..."

La tête de liste nationale de la Coalition convergence patriotique Kaadu Askanwi Abdoulaye Baldé a annoncé hier, à Kaolack, que sa coalition ne participera à une marche qui va conduire à la place Washington devant le ministère de l'Intérieur.



AIDA DIÈNE (KAOLACK)

La caravane d'Abdoulaye Baldé a été hier à Kaolack et dans le département. La tête de liste nationale de la coalition convergence patriotique Kaadu Askanwi s'est prononcé sur la marche annoncée par Me Abdoulaye Wade, le 25 juillet prochain, et devant s'achever devant le ministère de l'Intérieur. "Nous ne serons pas, bien entendu, à cette marche. Nous nous solidarisons tout à fait de ce qui va sortir de là. Nous pensons qu'un rassemblement pacifique peut être organisé, mais pas devant les institutions comme le ministère de l'Intérieur. Parce que, lorsque moi-même quand j'étais ministre des Forces armées et Ousmane Ngom, ministre de l'Intérieur, des dispositions ont été édictées qui interdisent toute manifestation au Plateau de

Dakar. Par conséquent, si nous sommes convoqués à une manifestation publique autorisée, bien entendu, nous participerons à cela", a-t-il dit. Se voulant régaliens, Abdoulaye Baldé a ajouté : "Je ne suis pas pour la violence, mais pour le respect des principes républicains. Nous adhérons à tous aux moyens de pression légaux et pacifiques, mais, si c'est pour la violence, nous ne ferons pas partie".

Toutefois, il adhère au principe de pression pour que les cartes d'identité soient délivrées à l'ensemble des Sénégalais et estime que les moyens de pression sont nécessaires pour que les Sénégalais puissent entrer en possession de leurs cartes, même s'ils ne doivent pas le faire dans la violence. A son avis, le processus de production et de retrait des cartes doit être accéléré. "Nous sommes interpellés et concernés par cette question fondamentale de retrait de cartes. Je considère que tout citoyen a droit à entrer en possession de sa carte. Nous avons reçu beaucoup d'appels de nos représentants dans la diaspora, en particulier en Espagne, France, où les gens se bagarrent tous les jours devant le consulat pour retirer leurs cartes, mais aussi, en Italie", renseigne-t-il. Tout en dénonçant le million de Sénégalais laissé en rade dans cette de cartes d'identité. Sur les 6 400 000 inscrits, à peu près 5 000 000 cartes ont été produites, dit-il. ■

AVIS DE DÉCÈS

Son Excellence Monsieur Macky Sall, Président de la République du Sénégal
Le Président de l'Assemblée nationale, M. Moustapha Niasse
Le Premier Ministre, M. Mahammad Boun Abdallah Dionne,
Le Ministre de la Santé et de l'Action sociale, Pr Awa Marie Coll Seck et l'ensemble du Gouvernement du Sénégal,
Le Président et l'ensemble du Conseil de Surveillance,
Le Secrétaire général, les Directeurs, les Coordonnateurs de cellule, le Conseiller juridique, les Chefs de mission, les Chefs de service, les Chefs de division et l'ensemble du personnel de l'Agence de la Couverture Maladie Universelle (CMU),
ont le regret de vous annoncer le décès de :



Cheikh Seydi Aboubeker Mbengue,

Directeur général de l'Agence de la CMU,
survenu le samedi 15 juillet 2017 à Dakar.
L'enterrement a eu lieu le dimanche 16 juillet 2017, à Tivaouane.
Paix à son âme.

L'Agence de la Couverture Maladie Universelle (CMU)

TOUBA

L'opposition lance ses missiles contre le fils de Gaindé Fatma

La Coalition gagnante Wattu Senegaal ne compte pas baisser la garde à Touba. Avant-hier, les partisans de Me Abdoulaye Wade ont été dans différents quartiers pour vanter les mérites de leur liste. Une occasion de tirer à boulets rouges sur leur principal adversaire, la tête de liste départementale de la Coalition Benno Bokk Yaakaar, Cheikh Abdou Lahad Mbacké.

MOR AMAR

La campagne fait rage dans la ville sainte de Touba. Tous les coups sont bons pour déstabiliser l'adversaire. Les meetings et autres manifestations folkloriques étant interdits par le khalife général des mourides, les candidats ont jeté leur dévolu sur les visites de proximité. C'est l'occasion pour les candidats de Wattu Senegaal de lancer leurs flèches en direction de la tête de liste départementale de la Coalition Benno Bokk Yaakaar. Le fils de Gaindé Fatma se serait "illicitement enrichi", selon les partisans de Me Wade, grâce aux chantiers de Touba. C'est Serigne Abdou Mbacké Bara Dolly, coordonnateur de Bokk Gis Gis qui lance l'assaut. Il dit : "Il faut que les gens sachent qu'on ne



Cheikh Abdou Lahad Mbacké (BBY)

vote pas quelqu'un juste parce qu'il est fils d'untel. Nous tous nous sommes des petits fils de Serigne Touba. On vote quelqu'un pour son

comportement et son engagement. Touba ne peut voter Serigne Cheikh Abdou Lahad Gaindé Fatma. Il est disqualifié parce qu'il a fait montre d'une incompétence notoire. On lui avait payé plus de deux milliards pour le chantier des carreaux de la grande mosquée et il a acheté des carreaux chinois qui brûlent les pieds des fidèles. Quelqu'un comme ça ne mérite pas d'aller à l'Assemblée nationale". Très en verve, le candidat à la députation investi sur la liste de la Coalition gagnante poursuit dans ses diatribes contre la tête de liste de Benno dans le département de Mbacké. "Il s'est servi de Touba, il n'est pas au service de Touba. C'est lui-même qui déverse ses eaux usées au niveau du marché Ocas. L'autre jour, Serigne Assane Mbacké et moi étions allés au marché avec des

camions hydro cureurs pour nettoyer les lieux parce que nous sommes en période d'hivernage. Aussi avant ces élections, il ne fréquentait même pas la population. Il pense qu'il peut tromper la population mais il se trompe tout seul", fulmine Modou Bara Dolly.

Quant à Assane Mbacké, il arme sa mitraillette et fusille ceux qu'il considère comme des "manipulateurs". Il peste : "La majorité actuelle a échoué. Elle compte s'appuyer sur la manipulation pour se maintenir au pouvoir. Il faut choisir les gens loyaux et non les traîtres. Je demande au camp d'en face de cesser d'inventer des histoires sur le dos du khalife général. Ce dernier a clairement dit qu'il ne s'occupe pas de la politique. Tout ce qui l'intéresse c'est l'Islam, l'héritage de Khadim Rassoul et le

bien-être de tous les talibés. Il faut donc le laisser tranquille".

"Il n'y a qu'un Ndiguel qui vaille..."

Sur un autre registre, les candidats de la Coalition gagnante Wattu Senegaal estiment qu'à Touba, il n'y a qu'un Ndiguel (consigne) qui vaille : il s'agit de celui de Cheikh Sidi Mokhtar. Ils réagissaient ainsi suite à la consigne donnée par un marabout de Darou Marnane du nom de Mame Thierno Mbacké.

Il faut noter qu'après avoir annoncé son départ de la Coalition présidentielle, la députée Mame Khary Mbacké l'a matérialisé en se présentant aux côtés des candidats Modou Mbacké Bara Dolly et Serigne Assane Mbacké. La fille de Serigne Moustapha Bassirou confirme : "Moi, j'ai accompagné le président Macky Sall depuis 2008. En tant que députée, j'ai toujours été au chevet de la population. J'ai investi argent et énergie pour le triomphe du président Macky Sall. Je pense donc que je devais être investie. Ils m'ont trahi. Malgré tout j'avais continué à militer dans le parti. Mais ils ne m'associaient à aucune de leurs activités. Si j'ai quitté la coalition Benno Bokk Yaakaar, c'est parce que je ne pouvais plus supporter cette ostracisme contre ma personne". ■

ABDOU KARIM FALL, 52 ANS, INVESTI SUR LA LISTE JOYYANT SENEGAAL

"Nous ne sommes pas les moutons de panurge d'Abdoul Mbaye..."

Beaucoup estiment que la Coalition Joyyanti, c'est Abdoul Mbaye et les autres. Ces "autres", qui ont cotisé au prorata de leur nombre d'investis sur la liste, ne veulent pas être réduits à de simples accessoires. Abdou Karim Fall est l'un d'eux. Il dirige l'un des trois partis qui composent la coalition.

33 ans dans la politique, aujourd'hui il accompagne le banquier, ancien premier ministre Abdoul Mbaye. Lui c'est Abdou Karim Fall. Il est homme de gauche, "fervent talibé mouride" comme il se définit. Son itinéraire force le respect. Depuis 1982, il se bat pour un mieux-être de ses concitoyens. D'abord au sein de la Ligue démocratique (Ld/Mpt) où il a gravi tous les échelons : Président du mouvement des étudiants, président du mouvement démocratique des jeunes, membre du Comité central, chargé de l'Education politique et de la formation, chargé de la Communication et porte-parole du parti...

Ainsi, du bas de l'échelle, Abdou Karim Fall, marié et père de trois enfants, est parvenu au sommet des instances dirigeantes du parti d'Abdoulaye Bathily. Quand il l'intégrait, il avait juste 17 ans. Sous la bannière de la LD, il a mené plusieurs guerres, gagné plusieurs batailles. Celle qui l'a le plus marqué : c'était dans les années 1999-2000, à la veille de la débâcle historique du Parti socialiste. Il se souvient : "C'est sans doute mon plus grand bonheur durant ma car-

rière politique. D'autant plus que j'étais au cœur de la lutte en tant que coordonnateur des jeunes de l'opposition. Je me rappelle à l'époque, j'avais animé une conférence de presse qui avait paru à la Une de toute la presse. Un journaliste du nom d'Alassane Diallo avait même titré : "Jeunesse de l'opposition, l'alternance ou la mort". Ce sont des moments inoubliables".

Mais comme dans toute histoire, il y a des hauts et des bas, après avoir jubilé avec la LD lors des alternances de 2000 et 2012, l'heure du divorce a sonné en 2014. Même si les prémices se sont fait sentir depuis le départ d'Abdoulaye Bathily en 2013. "Ce dernier, après avoir dirigé la LD pendant plusieurs années, a décidé de quitter la tête du parti. Il avait alors 66 ans. J'en avais 48. Il avait dit : "Je ne peux pas faire mon temps et faire votre temps". Mais au lieu de laisser le parti à quelqu'un de plus jeune, il a proposé Mamadou Ndoye qui était de deux ans plus âgé que lui. Nous avons considéré que c'était incohérent et nous en avions parlé dans les instances. Malheureusement, tout le monde ne le com-

prenait pas ainsi", explique le nouvel allié de Abdoul Mbaye.

"L'ancienne gauche a échoué"

Malgré tout, Abdou Karim décide de ne pas lâcher ses compagnons de guerre. Mieux il tente de changer le système de l'intérieur. Mais, c'était sans compter avec l'hostilité des caciques. De guerre lasse, il se résolut à quitter la barque avec armes et bagages. D'où la naissance du Parti africain pour la renaissance et l'émergence qu'il a créé avec d'autres dissidents de la LD en 2015, suite à sa démission fracassante de ladite structure.

Cependant cet ingénieur en Qualité, Sécurité et Environnement, reste fidèle à ses principes et convictions de gauche. Toutefois, estime-t-il, il faut changer d'orientation. En effet, explique-t-il, "l'ancienne gauche a échoué. Il faut une nouvelle gauche si on veut prendre le pouvoir. Il faut changer de stratégie. Par exemple : les anciens pensaient que c'est le sommet qui définit la voie, la masse doit juste suivre. Nous, nous considérons qu'il faut écouter la base..."

L'enfant de Mbacké reste donc plus que jamais ancré dans la gauche. Malgré son compagnonnage

avec celui qui est considéré comme le "plus bourgeois" des hommes politiques sénégalais. C'est que le consultant international estime qu'il est dans une coalition. Non dans une aliénation. "Nous ne sommes des moutons de panurge de personne. Nous ne sommes des inconditionnels de personne. Ce qui nous intéresse, ce sont les intérêts des populations de Mbacké et du Sénégal. Nous ne voulons pas de l'argent d'Abdoul Mbaye. Il ne nous a donné aucun sou pour la préparation de cette campagne. Et nous n'en avons pas sollicité non plus. Nous travaillons avec nos propres moyens", soutient-il, avant d'ajouter : "Donc il faut cesser de tout centrer sur Abdoul Mbaye. Joyyanti est formée de trois partis d'égale dignité. Nous avons choisi de faire de lui notre tête de liste nationale parce que du point de vue homme d'Etat, il est de loin devant nous. Mais côté politique, il est loin derrière nous. Donc on se respecte mais nous ne travaillons pas pour lui".

"Nous avons payé au prorata du nombre de personnes investies"

Le président du Parti africain pour la renaissance et l'émergence/Suxali Sénégal compte ainsi évaluer ce compagnonnage après les Législatives du 30 Juillet 2017 pour juger de l'opportunité ou non de continuer l'aventure avec l'ancien premier ministre du Président Macky Sall. Mais est-il satisfait de ce cheminement à mi-parcours vu les nombreux mécontentements qui ont marqué leur structure ?

Il répond : "Les défections c'est dans son propre camp. Moi je suis un homme de gauche, les cotisations ne

nous gênent pas. Quand il me l'a proposé, j'ai marqué mon accord. Et il n'y a eu aucun problème dans notre parti. Nous avons payé au prorata du nombre de personnes investies. C'est beaucoup plus qu'un million. Comme dans tout compagnonnage, il existe des hauts et des bas. Même dans un ménage, il ne peut pas en manquer. Tout ce que je peux dire c'est qu'après ces élections, le parti va apprécier. Nous allons aviser à ce moment".

Court de taille, le teint noir, Abdou Karim Fall voit grand comme un prince. Pourquoi ne pas être le premier fils du Baol président de la République du Sénégal ? Investi sur la liste départementale de Joyyanti, il compte défendre en priorité les préoccupations de sa ville d'origine. "Mbacké est le troisième département du Sénégal du point de vue démographique. En termes d'investissements, il est le dernier des départements. Même à Gossas, il y a plus de chantiers. C'est injuste et il faut le dénoncer. Nous comptons aussi défendre les agriculteurs et les couches les plus défavorisées", plaide-t-il. ■

M. AMAR

DJIBY SAMB (DIÉTÉTICIEN NUTRITIONNISTE)

“La malbouffe est un problème de santé publique”

La Journée mondiale de la malbouffe est célébrée aujourd'hui. Au Sénégal, la situation est préoccupante, selon le nutritionniste Djiby Samb. Il urge, dit-il, que les autorités réagissent pour aider les populations à un changement de comportement.

■ VIVIANE DIATTA

L'alimentation des Sénégalais n'est ni équilibrée ni variée. C'est de l'avis du diététicien nutritionniste, Djiby Samb. Selon qui, les Sénégalais ne comprennent pas ce qu'est une bonne alimentation, alors que celle-ci peut être source d'une bonne santé. “Si on n'est mal nourri, on a des défaillances, des manquements sur l'apport nutritionnel. Il y a ce qu'on appelle les apports alimentaires recommandés. Chaque personne doit connaître son type d'alimentation. Si on ne comprend pas la manière dont on doit s'alimenter, on cause des problèmes à notre organisme”, explique M.

Samb. Pour lui, le problème, au Sénégal, est qu'on ne prête pas attention à la bonne alimentation. Alors que, dans la prise en charge globale d'un malade ou d'une personne bien portante, il y a la prise en charge médicale et celle nutritionnelle et diététique. C'est-à-dire qu'il faut des conseils hygiéno-diététiques. Ces conseils, dit-il, permettront à la personne de connaître son mode alimentaire, parce que la carence en nutriment crée d'énormes problèmes.

Le diététicien de dire que la malbouffe existe au Sénégal. Car, des enquêtes ont montré que la prévalence de la malnutrition au Sénégal est de 9%. Alors que les causes de cette malnutrition sont liées à la malbouffe. Pour éviter cette situation, le nutritionniste conseille d'éduquer la population. Il faut également que les diététiciens participent à cette éducation nutritionnelle des populations. “La malnutrition commence à prendre de l'ampleur dans le pays, surtout chez les enfants. Celle-ci, causée par la malbouffe, cause à son tour la morbidité et la mortalité. C'est pourquoi, il est nécessaire que l'éducation se fasse, selon les couches d'âges. On ne doit pas attendre de tomber malade pour respecter son alimentation”, prévient-il. “Quand on parle aussi d'une alimentation équilibrée, il ne s'agit pas des cuillerées. Il faut spécifier l'aliment, connaître ce qu'on doit manger, prendre les aliments riches en protéine, en

glucide, en lipide, en vitamine et en minéraux”, renseigne M. Samb.

En outre, il souligne que cette malbouffe est causée par la pauvreté, le manque de connaissances ou l'excès alimentaire. Même si, fait-il remarquer, il y a des gens pauvres qui s'alimentent très bien. Il donne l'exemple du couscous local avec du lait, qui est une alimentation très équilibrée. “On doit également connaître les heures et les modes de repas. D'habitude, on prend nos repas à des heures très tardives, surtout la nuit. Tous ces phénomènes causent la malbouffe. Les modes de préparation des repas sont également importants. La façon dont on prépare les repas au Sénégal n'est pas la bonne”. Prenant comme exemple le riz au poisson, il explique que son mode de préparation est inadéquat. “La femme met 4 heures pour le faire. Il y aura forcément perte de vitamines, à cause de la température. Il y a également des femmes qui font le trempage prolongé des légumes. Elles trempent les légumes dans un récipient pendant des heures, alors qu'il y a des légumes qui ont des vitamines hydro solides qui vont se solidifier dans l'eau. Quand le trempage est prolongé, il y aura perte de vitamines, parce qu'elles vont se dissoudre dans l'eau”, fait-il savoir.

Les conséquences de la malbouffe sont la recrudescence des maladies comme le diabète, l'obésité, l'hypertension, les indigestions. L'obésité est considérée aujourd'hui comme une pathologie par l'Organisation mondiale de la Santé à cause de la surcharge pondérale. “Tout le monde sait que le diabète et l'hypertension conduisent à l'insuffisance rénale et ce sont des maladies coûteuses. Donc, il faut vraiment veiller à une bonne alimentation équilibrée pour éviter ces maladies très dangereuses”, conseille le diététicien. Qui invite les services publics à intégrer les diététiciens nutritionnistes dans les structures de santé pour aider les patients à mieux s'alimenter. ■



Famille

Et si on inventait une nouvelle vie ensemble ?

TannSaJamono.sn

Jamono

Max, Allo, New S'cool

Et si votre Jamono s'adaptait à votre style de vie ?
 Bénéficiez de nouveaux avantages qui vous correspondent avec Jamono Max, Jamono New S'cool et Jamono Allo. Pour savoir quel Jamono vous êtes, rendez-vous sur TannSaJamono.sn
 Choisissez votre Jamono au #605# ou sur l'appli Orange et moi.

EN VUE

POLITIQUES CULTURELLES AU SÉNÉGAL

L'impératif d'avoir une faculté des Arts

Former dans les métiers de la culture s'impose de plus en plus suivant le développement de ce secteur. Il ne suffit plus de créer, il faut expliquer les créations, les vendre, les promouvoir, etc. L'artiste ne saurait faire tout cela à lui seul comme l'ont constaté des experts avant-hier, à Dakar.

C'est de fort belle manière que la Direction des Arts et l'Institut fondamental d'Afrique noire (Ifan) ont clos mercredi dernier le cycle 2017 des séminaires sur les politiques culturelles au Sénégal. Pour cette dernière séance, carte blanche a été donnée aux écoles de formation dans les métiers de l'art. C'est ainsi que les directeurs de l'Institut supérieur des arts et de la culture (Isac) et de Madiba Institute ont été invités à prendre part aux débats et présenter leurs établissements.

Cette rencontre était une occasion pour les initiateurs de ce séminaire d'attirer l'attention des uns et des autres sur l'opportunité d'ouvrir une faculté des Arts à l'université Cheikh Anta Diop de Dakar. Cela est aujourd'hui impératif eu égard à plusieurs problématiques. “Il y a une tradition de formation en art visuel au Sénégal. Cette formation se renforce, s'amplifie et se diversifie. C'est une excellente chose”, s'est félicité l'enseignant et critique d'art Alioune Badiane. Poursuivant sa réflexion ce dernier dit : “Nous avons une forte population d'artistes et ils ont besoin d'être accompagnés par les artistes. Ils ne peuvent pas créer et faire leur propre promotion ce n'est pas leur rôle. Ils ne sont pas formés pour ça. Ils créent beaucoup et bien il faut que les autres suivent”. En parlant des autres, il fait référence notamment aux intellectuels. “Il faut des initiatives. Il y a de la place pour tout le monde. La population artistique est en avance sur les intellectuels. Il faut que les universités nous sortent des gens capables de nous dire l'importance des créations des artistes. Il faut que les universités s'ouvrent et aillent vers cela pour qu'ensemble nous puissions aller plus loin”, suggère l'ancien directeur des Arts. Ainsi, pense-t-il, “la formation des métiers mérite certes d'être renforcée mais n'est pas pauvre”.

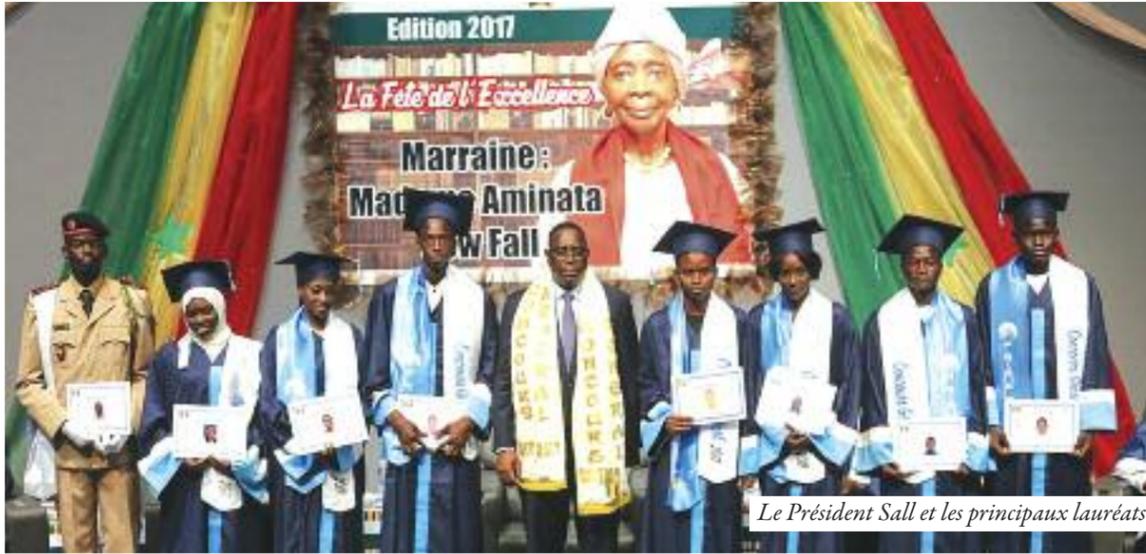
Avoir des experts autour des artistes aiderait à résoudre bien de questions dont celle de la consommation. “Il faut davantage valoriser la culture en impulsant une appropriation plurielle de nos cultures. Les citoyens doivent être de plus en plus sensibilisés sur les cultures africaines. Seule une avancée contagieuse pourra permettre d'avoir une tendance Afrique qui garantira le développement du secteur”, analyse le directeur de Madiba Institute Samuel Joseph Waly Faye. Également, cela permettrait dans ce contexte de mondialisation, de “défendre la culture africaine” en consommant local d'abord. A cet effet, dans certaines écoles de formation comme celle que dirige M. Faye, le défi est d'inciter les acteurs culturels à aller “au-delà des murs et à toucher le cœur des citoyens”. ■

BIGUÉ BOB

CONCOURS GÉNÉRAL CONTRE RÉSULTATS DES EXAMENS

Les deux faces opposées de l'école sénégalaise

Le système éducatif produit certes ce qu'il y a de meilleur, mais ce n'est pas une raison d'oublier la médiocrité de la grande masse. Le chef de l'Etat l'a rappelé hier lors de la cérémonie de remise des prix du Concours général au centre de conférence de Diamniadio.



Le Président Sall et les principaux lauréats

■ BABACAR WILLANE

Les meilleurs élèves du système éducatif sénégalais en 2017 se sont retrouvés hier au Centre international de conférence Abdou Diouf. Ils ont été 137 lauréats à avoir reçu leurs distinctions des mains des autorités, sous les yeux de la marraine, l'écrivaine Aminata Sow Fall. Mais bien qu'étant avec eux pour saluer leur mérite, le chef de l'Etat n'a pu s'empêcher de regarder l'autre face moins rassurant du système éducatif. Il suffit de voir les résultats catastrophiques au Bac pour se rendre compte que l'école ne produit pas que des lauréats du Concours général.

Ainsi, dès le début de son discours, Macky Sall a cité le Président

poète Léopold Sédar Senghor qui au soir de son règne s'inquiétait déjà de la qualité de l'école publique sénégalaise. "Il y a 42 ans, exactement le 9 juillet 1975, à l'occasion de la fête du Concours général, le Président Léopold Sédar Senghor avait déjà sonné l'alerte. Évoquant les défaillances du système, Il disait d'une manière on ne peut plus clair, je le cite : il est bon que l'éclat de quelques-uns ne nous aveugle pas sur la médiocrité du plus grand nombre", dit-il. Selon donc le Président Macky Sall, ces propos de l'académicien gardent aujourd'hui plus que jamais tout leur sens. Il suffit juste de voir les résultats des différents examens, avec une moyenne de 30% environ d'admis au Baccalauréat dans les 10 dernières années.

Et pourtant, le pouvoir dit avoir

Ces impairs de l'organisation

Décidemment le Sénégal n'apprendra rien des erreurs du passé. Hier au Centre international de conférence Abdou Diouf (Cicad), une minute de silence a été observée à la mémoire des 8 personnes décédées au stade Demba Diop. Et c'est au même moment que le pays, particulièrement ceux qui incarnent l'Etat reproduisent les mêmes attitudes malheureuses. Le ministère de l'Education, organisateur de la cérémonie de remise des prix, a distribué plus de cartons d'invitation que de places disponibles. À l'arrivée du

chef de l'Etat, la salle était déjà pleine. Et pourtant, il y avait presque autant de personnes dehors. Une masse que le président Sall n'a pas voulu laisser sur le carreau. "Le Président est déjà arrivé, mais il y a beaucoup de monde dehors. Dans sa générosité, il a décidé qu'il va attendre que ces gens-là aient accès à la salle", déclare le maître de cérémonie. Tout ce beau monde a alors était admis dans la salle. Certains ont occupé les espaces qu'il y avait entre les sièges. D'autres étaient contraints de rester debout durant les 4 heures de la cérémonie. Toutes les voies de circulation ont été bouchées. Il est évident que les

beaucoup investi dans l'école. Si l'on en croit le président de la République, le Sénégal a mis 24% de son budget national dans ce secteur, contre 20% demandé par l'agenda 2030 de l'Education. "Entre 2012 et 2017, 154 milliards ont été investi dans les infrastructures sociales, pédagogiques et matériels didactiques", se félicite Macky Sall. Aussi, en plus de faire passer les abris provisoires de 18% en 2011 à moins de 9% en 2017, le gouvernement va bientôt entamer une nouvelle phase de suppression définitive de ceux-ci. D'après le chef de l'Etat, les marchés sont déjà attribués à des entreprises sénégalaises. Il y a donc nécessairement d'autres facteurs explicatifs. La stabilité en fait certainement partie. Le chef de l'Etat semble l'avoir compris. C'est ainsi qu'il s'est dit favorable à un dialogue "ouvert, franc et productif" avec les partenaires, dans le respect mutuel des accords.

À propos des lauréats, ils sont 65 filles et 72 garçons qui ont eu du mérite, car au début, il y avait 2725 candidats à avoir composé dans 28 disciplines. Le meilleur élève des classes de première est de nationa-

lité gabonaise. Il s'agit de Sammy Davis Yann Ombandza, pensionnaire de l'Ecole prytanée militaire Charles Ntchoréré de Saint Louis. Le titre de meilleur établissement pour cette année revient au lycée Limamoulaye de Guédiawaye.

"La philo à partir de la Seconde"

Le président de la République a invité les lauréats à s'inspirer de la vie et de l'œuvre de leur marraine. Une écrivaine prolifique, mais aussi une intellectuelle fortement enracinée dans les valeurs africaines et sénégalaises. Il les a également exhortés d'être respectueux de leurs parents. "Pour trouver vos modèles, vous n'avez pas besoin d'aller loin. Vous n'avez pas besoin de chercher dans le virtuel ou l'internet. Vos modèles, ce sont vos parents", déclare Macky Sall. Il a insisté sur le respect et l'obéissance que les élèves doivent à leurs parents. Il leur a suggéré également de les traiter avec générosité, si demain ils réussissent dans la vie.

A noter que le prix de philosophie n'a pas été décerné cette année. D'où la volonté exprimée de Macky Sall d'enseigner cette matière à partir de la Seconde. ■

regles de sécurité ont manifestement été violées.

Et pourtant, le professeur de Lettres, Samba Ndiaye, trouvait encore dans ce spectacle une source de satisfaction. "Il suffit de se retourner pour voir toute la masse qui entre et qui était dehors. Cela, grâce à la générosité du Président". Apostrophant les concernés, il renchérit : "Encore une fois, ceux qui viennent d'arriver, si vous êtes là, vous le devez à la générosité du chef de l'Etat". Une dernière remarque qui a excédé un vieux déjà obligé de rester debout. Dans une voie pleine d'amertume, il rétorque : "il fallait d'abord bien vous organiser. Si vous étiez bien organisés, personne ne serait dehors". Parole d'un sage ! ■

AUTEURS ET COMPLICES DES FUITES AU BAC

Les lauréats de la honte

Lors de la cérémonie de remise des prix hier au Cicad, il y avait deux types de lauréats. Ceux du concours général et ceux de la fuite générale au bac. Le chef de l'Etat a presque jeté l'anathème sur les fautifs, tout en leur promettant des sanctions sévères.

■ B. WILLANE

Hier au Centre international de conférence Abdou Diouf de Diamniadio, le Sénégal fêtait l'excellence à travers le Concours général édition 2017. Mais le pays a aussi porté le deuil de la médiocrité et de la duperie dans le système éducatif. En effet, au concours général des fuites, le pays a aussi ses "lauréats" qui ont mérité leur distinction pour avoir fait couler le Bac de cette année. Le président de la République n'a pas esquissé la question. Au contraire, il leur a remis leurs prix en des termes qui traduisent toute son indignation.

"Je le dis sans détour. Ceux qui ont facilité, organisé et bénéficié de ces fuites font honte à l'école. Ils font honte à la Nation. Ils font honte à la société. L'école ne peut être le lieu où doit s'exercer la misère des valeurs et la déliquescence de l'éthique", peste Macky Sall.

Le chef de l'Etat qui s'est livré à l'inventaire de ses réalisations dans le secteur de l'Education a ajouté que l'école ne saurait être réduite à des bâtiments et équipement. Plus que l'infrastructure, c'est le contenu et l'environnement éthique et morale qui fonde cet espace d'acquisition de savoir. "L'essentiel est dans les valeurs



Illustration

qui encadrent et soutiennent l'école. Quand ces valeurs vacillent, c'est tout un monde qui s'effondre", déclare Macky Sall paraphrasant l'écrivain nigérian, Chinua Achebe.

Sur sa lancée, le Président de la République a estimé que les contre-valeurs telles que la triche et l'appât du gain facile ne doivent pas y avoir droit de cité. Pour cette raison, il entend nettoyer les écuries d'Augias sans aucune faiblesse, notamment à l'encontre de ceux qui

sont censés servir de modèles. "Ce que je dis ici est particulièrement valable pour les enseignants ayant participé à cette funeste entreprise. Ceux-là n'ont plus leur place dans notre système éducatif". Même si le chef de l'Etat n'a pas été explicite sur la sanction, tout indique que ces fautifs risquent d'être radiés de la Fonction publique. Un enseignant, rappelle-t-il, est par essence un éducateur à qui le parent et la société place sa confiance. Il doit donc le mériter. Pour ceux-là qui

sont à l'origine des fuites, la sanction administrative n'est qu'un début, car l'Etat compte aller plus loin.

"Que personne n'en doute, l'enquête en cours sur les fuites au Bac sera menée à son terme. Les responsabilités seront rigoureusement situées. Toutes les suites judiciaires et autres sanctions idoines suivront sans aucune objection", promet-il, non sans préciser que cette petite poignée ne saurait salir la réputation de tout un corps dévoué à la tâche. Pour ceux qui seraient tentés dans l'avenir d'user des mêmes procédés lors des examens, la sanction pourrait être plus lourde. Le Chef de l'Etat a déjà instruit les services compétents à étudier les modalités de renforcement des sanctions contre la réglementation en la matière. Mais Macky Sall est sans doute conscient que la répression ne saurait être la panacée. Ainsi, il a demandé au gouvernement de travailler à mieux sécuriser le dispositif des examens et concours organisés dans le pays. ■

BABA OUSSEYNOU LY (PRÉSIDENT DE LA SECTION ÉDUCATION DU CNDS)

“Les effets d’une année normale se mesurent sur deux ou trois ans”

Baba Ousseynou Ly est tout nouvellement porté à la tête de la section Education du Comité national du dialogue social. Cet ancien Inspecteur académique de Dakar est allé à la retraite l’année dernière alors qu’il était Secrétaire général du ministère de l’Education. À travers cet entretien, il revient, avec beaucoup de précautions, sur les fuites au Bac 2017 et le déroulement de l’année scolaire finissante.

■ PAR BABACAR WILLANE

Quelle appréciation générale faites-vous des résultats du BFEM et du Bac ?

D’abord je ne peux pas avoir une analyse globale des résultats. Je n’ai pas encore tous les éléments, j’ai juste des résultats épars. J’entends les gens parler du déroulement de l’année. C’est vrai, il y a eu une année sans perturbation, c’est quelque chose d’extraordinaire. Depuis une dizaine d’années, on n’a pas eu une année normale comme celle-là. Maintenant, je ne préjuge pas des résultats. Même s’ils ne sont pas bons, cela n’a aucun lien avec le déroulement correct de l’année scolaire, parce que les effets ne se font pas sentir sur une année, mais sur deux à trois ans. Les élèves de cette année ont subi dans leur cursus les effets négatifs des cours perturbés dans le passé. Il ne faut pas que les gens fassent la relation entre le déroulement correct et les résultats de cette année qui, par hasard, peuvent être mauvais. Les effets d’une



année normale se mesurent sur deux ou trois ans.

Autrement dit, il faut un cycle pour faire un jugement ?

Oui, ce n’est pas en une année qu’on va rectifier les problèmes du passé. Certainement que les gosses, depuis la 6ème, n’ont pas connu d’année normale. Si aujourd’hui ils n’ont pas de bons résultats, pour moi c’est logique. Maintenant on va corriger tout ça progressivement. Souhaitons que dans l’avenir, on ait des années sans perturbation. C’est sûr qu’au bout de trois, quatre ans, on va relever la barre.

Certains ont pointé du doigt le déroulement du bac. Pensez-vous que cela a pu avoir un impact ?

Très franchement, je ne pense pas. L’aspect psychologique est difficile à évaluer, mais du point de vue purement organisationnel, administratif, à mon avis, ça ne devrait pas avoir d’effets négatifs sur les résultats. Les psychologues vous diront qu’il peut y avoir un choc chez les élèves, mais cela est difficile à mesurer. Mais du point de vue organisationnel, il y a eu des difficultés mais l’Office du bac s’est réajusté à la nouvelle situation et a pris des mesures pour que les choses se déroulent normalement.

Vous pensez que l’Etat du Sénégal prendra les mesures correctives nécessaires pour que l’ensemble des examens et concours se fassent normalement ?

J’ai fait 38 ans dans l’Education, s’il y a une chose que l’Etat du Sénégal, le ministère de l’Education et celui de l’Enseignement supérieur ont toujours pris au sérieux, c’est l’organisation des examens.

C’est une activité que les gens prennent très au sérieux, de l’école au ministère en passant par les inspections de l’éducation. Des impairs peuvent arriver, mais globalement, c’est une activité prise très au sérieux. Et compte tenu de l’ampleur des fuites de cette année, je suis persuadé que toutes les mesures seront prises pour qu’on puisse avoir une meilleure organisation et sécurisation de l’épreuve.

À votre avis, qu’est-ce qui a permis d’avoir une année scolaire apaisée ?

Je crois que c’est le dialogue. D’abord les négociations. Quoi qu’on puisse dire, le gouvernement a tenu parole sur beaucoup de choses. Les validations, les reclassements, les rappels ont connu une évolution positive. Beaucoup de choses restent à faire, il faut le dire, mais il y a eu un déclic extrêmement important. Beaucoup d’enseignants ont vu leur situation administrative et financière rétablie. Le ministère de l’Education a aussi initié une rencontre mensuelle avec

les syndicats d’enseignants, la société civile, les parents d’élèves et autres. Ce qui est une bonne chose. Je crois que cela a permis de restaurer la confiance entre l’Etat du Sénégal, les organisations et la communauté éducative. Cette planification, ces rencontres périodiques permettent de donner les bonnes informations et rapprocher les parties prenantes.

Vous insistez sur le dialogue, mais est-ce que les élections de représentativité y sont aussi pour quelque chose. On a l’impression que les syndicats étaient occupés à pêcher des voix ?

Je ne pense pas. C’est peut-être un facteur explicatif, mais ce que je viens de dire me semble plus important que la pêche aux voix. Il y a peut-être un effet avec les élections, mais les autres aspects sont plus objectifs. Que les enseignants soient rétablis sur le plan administratif et financier est très important.

Qu’est-ce que le Comité pour le dialogue social est en train de faire pour une année scolaire 2017-2018 apaisée ?

J’ai pris fonction le 17 juillet, aujourd’hui (avant-hier mercredi) c’est le 19. Je n’ai pas fait grand-chose. Je suis en train de me mettre à niveau pour savoir ce qui a été fait, avoir une bonne lecture de la situation et de voir comment faire pour rapprocher les parties pour qu’il y ait des consensus qui permettent à la prochaine année scolaire de se dérouler dans de bonnes conditions. ■

EAU, AGRICULTURE ET TICS

Plus de 84 milliards de francs CFA octroyé à l’Etat

L’Etat du Sénégal a bénéficié, hier, d’enveloppes d’un montant global de 84,5 milliards de francs CFA de la part de la Banque mondiale et de l’Agence française de développement (AFD). Des financements alloués pour notamment le secteur de l’Agriculture, l’Eau et les Technologies de l’information et de la communication (TICs).

■ MARIAMA DIÉMÉ

Le Sénégal a signé, hier, avec la Banque mondiale des accords relatifs au financement additionnel du Projet Eau et Assainissement en Milieu Urbain (PEAMU) et à l’appui à la politique de développement pour les réformes structurelles multisectorielles. Un montant des opérations estimé à près de 52 milliards de FCFA, selon le ministre de l’Economie, des Finances et du Plan Amadou Ba, lors de la cérémonie de signature. “Le premier accord, d’un montant d’environ 17,5 milliards de FCFA, est un financement additionnel du PEAMU, en cours d’exécution, depuis le 18 janvier 2016. Et, dont l’objectif est d’accroître l’accès aux services d’alimentation en eau et d’assainissement dans certaines zones urbaines et de contribuer aux objectifs de développement du pays en termes de réduction de la pauvreté, de création de richesse et de développement du capital humain”, a expliqué le minis-

tre des Finances. En effet, a-t-il poursuivi, le second est relatif au Projet d’Appui à la politique de développement pour les réformes structurelles multisectorielles. Qui, selon Amadou Ba, va ainsi bénéficier d’un financement de près de 35 milliards de FCFA de la Banque mondiale. “Ce projet vise particulièrement à soutenir les efforts du gouvernement dans le renforcement de la gouvernance et de la gestion du secteur de l’énergie afin de réduire les coûts, d’améliorer la fiabilité et de faciliter l’accès équitable à l’électricité ; et l’amélioration du cadre juridique et réglementaire du secteur des TIC pour promouvoir la concurrence, les investissements et l’accès équitable”, a-t-il indiqué.

Si l’eau est source de vie, la Directrice des Opérations de la Banque mondiale au Sénégal Louise Cord, a estimé, pour sa part, que l’énergie et les TIC sont “sources de développement inclusif”. Cela, si leur accès est facilité à toute la population tant en zone urbaine que rurale. “C’est l’objet du second

accord que nous signons, premier appui d’une série programmatique de trois opérations sur trois ans”, a-t-elle soutenu. En effet, il faut noter que la Banque mondiale a injecté près de 200 milliards FCFA au Sénégal pour l’accès au liquide précieux. Cela, à travers le Projet Sectoriel Eau (PSE) en 1996, le Projet Eau à Long Terme (PELT) en 2001, le Programme Eau et Assainissement pour le Millénaire (composante PEPAM-IDA) en 2010 et le Projet Eau et Assainissement en milieu Urbain (PEAMU) signé en 2015 qui bénéficie du présent financement additionnel.

La France apporte 32,5 milliards de francs CFA

Hormis cet appui financier de la BM, la France a fait, hier, un don de 32,5 milliards de francs CFA à l’Etat du Sénégal. “La signature des présentes conventions porte ainsi le nombre de conventions de financement signées avec la France à 29, pour un montant total de 743 089 137 euros, soit environ 487,4 milliards



usages induits par ce nouveau mode de formation. “A travers ce projet l’Ecole nationale d’Administration aura l’opportunité d’offrir via cette plateforme sept modules de formation visant surtout les agents de l’Administration publique sénégalaise et de la sous-région dans le cadre de l’application des nouvelles directives de l’UEMOA, relatives aux finances publiques”, a-t-il soutenu.

A cela, l’ambassadeur de France au Sénégal, Christophe Bigot, a ajouté que les 30,8 Milliards de FCFA restant accordés par l’Agence Française de Développement et l’Union Européenne vont servir à financer intégralement le projet de “Développement agricole et Sécurité Alimentaire des Territoires ruraux du Tiers sud du Sénégal”. Avec comme objectif principal, dit-il, la réalisation d’investissements permettant la modernisation, la diversification et l’extension des activités des exploitations agricoles et des organisations professionnelles, dans des filières agricoles et pastorales à fort potentiel. “Ces travaux devraient permettre une augmentation de production annuelle céréalière de 13 000 t de riz, 10 000 t de bananes, 500 t de maïs. Environ 300 000 personnes des 20 communes cibles bénéficieront d’une amélioration de leurs revenus et près de 20 000 membres des ménages les plus vulnérables verront leur situation nutritionnelle s’améliorer. Le projet interviendra dans les départements de Vélingara, de Tambacounda et de la région de Kédougou”, a-t-il informé. ■

PARTICIPATION DE KHALIFA SALL AU VOTE DU 30 JUILLET

Le Doyen des juges aura le dernier mot

A moins d'avoir une autorisation du Doyen des juges d'instruction, Khalifa Sall ne pourra pas aller voter le 30 juillet prochain. Car, la Cour suprême a rejeté hier, sa requête portant sur sa demande de liberté provisoire.



Khalifa Sall

■ FATOU SY

La tête de liste de la coalition Manko Taxawu Senegal jouait hier, son avant-dernière carte dans sa quête de liberté provisoire, en vue de participer physiquement à la campagne électorale et pouvoir voter le 30 juillet prochain. Mais Khalifa Sall, tout comme ses coaccusés, a perdu la manche, car la Cour suprême a rejeté leurs pourvois en cassation portant sur le rejet de leurs demandes de liberté provisoire par la Cour d'appel de Dakar. La chambre

criminelle juge que l'arrêt n°150 rendu le 2 mai 2017 par la Chambre d'accusation de la Cour d'appel de Dakar est "légalement justifié par les motifs exempt d'insuffisance ou de contradiction sans aucune violation des textes de loi applicables". Par conséquent, le président Abdourahmane Diouf et ses conseillers, ont estimé que les moyens (arguments de défense) sont irrecevables. Il s'y ajoute que Khalifa Sall et Cie inculpés pour détournement de deniers publics portant sur 1,8 milliards FCFA "n'ont ni remboursé, ni cau-

tionné ni offert dans ce sens".

Mais la défense ne partage pas cet avis. C'est pourquoi, elle a attaqué l'arrêt en soulevant 10 moyens qu'ils ont développés, hier, devant les juges suprêmes. Les conseils de Khalifa Sall ont, toutefois, plus insisté sur la rupture de l'égalité entre inculpés et aussi l'absence de motivation de l'ordonnance de rejet du Doyen des juges. A propos du premier argument cité, Me Seydou Diagne et François Sarr ne comprennent pas que leurs clients soient placés sous mandat de dépôt, malgré leurs "contestations sérieuses". Alors que les deux ex-percepteurs de la ville de Dakar, Mamadou Oumar Bocoum et Ibrahima Touré, bénéficient d'un contrôle judiciaire sur la base de ce moyen de défense. "C'est une chaîne, tout le monde devrait avoir le même sort", a fulminé Me Ciré Clédor Ly, avant que demander que l'arrêt soit cassé et annulé. Pour l'absence de motivation, il a soutenu que cela est source de nullité. Surtout que, soutient Me Ly, la Chambre d'accusation a péché en reconnaissant que le juge n'a pas motivé sa décision. "La motivation est au cœur de la relation entre un magistrat et un avocat. Une décision sans motivation est nulle", a martelé Me Demba Ciré Bathily qui estime que le Doyen des juges se devait de motiver son ordonnance de rejet, plutôt que de dire qu'il se référerait au réquisitoire du parquet.

Cependant de l'avis de l'Agent judiciaire de l'Etat (AJE), il y a des contradictions dans les moyens soulevés par la défense. Antoine Félix Diome a reproché Me Sarr de prendre le contrepied de ses confrères. Alors que ces derniers ont estimé que tous les inculpés doivent être logés à la même enseigne, Me Sarr a estimé que Khalifa Sall ne gérait pas de deniers et que c'est Mbaye Touré qui devait être inquiété. Quoiqu'il en soit, Me Samba Bitèye a estimé que

les inculpés ne sont pas poursuivis pour les mêmes motifs. Par rapport, à l'absence de motivation évoquée, le conseil de l'Etat a estimé que, par l'effet dévolutif, la Chambre d'accusation peut procéder à une substitution de motivation. En somme, pour son confrère Me Baboucar Cissé, les moyens de la défense sont "impertinents".

"C'est un dossier de flagrant délit. Les inculpés n'ont pas nié les faits en reconnaissant les fausses factures. Le mieux pour Khalifa Sall, c'est de cautionner ou de rem-

bouser", a martelé Me Cissé qui a suscité des réactions de désapprobation des militants du maire de Dakar, du moins le peu qui a pu accéder à la salle. Car, la majorité, composée entre autres de jeunes vêtus de T-shirt à l'effigie de Khalifa Sall et de dames habillées en blanc, a été éconduite et chassée des environs du siège de la Cour suprême. Les éléments du Groupement d'intervention mobile (GMI) déployés en masse ont érigé des barrières et ont repoussé les militants jusque devant la clinique Ya Salam. ■

ME SAMBA BITÈYE (AVOCAT DE L'ÉTAT)

"C'est une décision satisfactoire"

"Nous avons passé une matinée à débattre oralement sur les requêtes qui avaient déjà été déposées. La cour avait été saisie de trois pourvois, mais de deux requêtes. La Cour a fondamentalement rejeté les pourvois, moyen par moyen. Parce que, le plus grand nombre des moyens étaient des moyens de fonds qui sont censés être soulevés devant une juridiction de jugement, alors que le pourvoi en cassation ne portait que sur la détention provisoire. C'est une décision satisfactoire pour nous, dans la mesure où, la Cour ne s'est pas éloignée des convictions que nous avons, dès l'entame, au moment du pourvoi."

ME CIRÉ CLÉDOR LY (AVOCAT DU MAIRE DE DAKAR)

"La Cour a raté une bonne occasion"

"Il est clair que ce n'est pas gai que la requête ait été rejetée encore. Elles ont été bien travaillées. On ne se s'amusait pas. On avait soulevé des problèmes de droit et vous avez pu constater que, contrairement à ses habitudes, la Cour suprême, en mettant en délibéré ses affaires, revenait 5 à 10 minutes après. C'est-à-dire qu'il y avait des questions sérieuses qu'il fallait débattre et régler. Et à un moment donné, nous nous étions surpris à espérer. Mais globalement, on s'y attendait, parce que c'est une affaire purement politique. Même le peuple sénégalais n'est pas surpris que les recours soient rejetés pour que Khalifa Sall reste en détention. On a parlé de substitution de motivation, mais quelque chose qui n'existe pas, on ne le remplace pas. Mais, c'est très technique en droit. C'est dire qu'on avait vraiment une occasion pour que le droit soit dit. Ils sont passés à coté de la plaque. Cela c'est un peu amer pour les juristes, mais on n'a pas attendu la cour suprême pour mener des actions pour que Khalifa Sall puisse effectivement jouir de ses droits politiques et qu'il puisse les exercer. Beaucoup d'institutions ont été saisies sur le plan national. Pour la suite, si le collectif me suit, nous allons tenir un point de presse". ■

SAINT-LOUIS

Les élèves tricheurs au BFEM condamnés à 6 mois avec sursis

Six mois avec sursis est la peine infligée aux 14 élèves tricheurs à l'examen du BFEM. A cela s'ajoute une sanction administrative de 5 ans sans passer cette épreuve. Le tribunal de Saint-Louis a refusé du monde, ce jeudi. La sécurité a même été renforcée. Les élèves

trainés à la barre sont arrivés tête baissée. La honte se lisait sur leurs visages. Des parents en sanglots de voir leurs enfants débarqués d'une camionnette de police sous une bonne escorte. "C'est indigne ce que vous avez fait. Il faut du mérite pour décrocher un diplôme", a lancé le procureur devant des

élèves eux aussi en pleurs. Le représentant du parquet a ainsi requis six mois de prison avec sursis dont 1 ferme contre les élèves tricheurs candidats au BFEM et six mois de sursis dont 3 ferme contre les élèves qui envoyaient les corrigés par WhatsApp.

Dans sa plaidoirie l'avocat à la

défense a demandé au tribunal de prendre en compte l'immaturité des élèves. Même s'il reconnaît que les faits sont constants. "Tous ont reconnu leur culpabilité", a-t-il soutenu à la barre. Après le verdict Me Guéye a fait face à la presse pour regretter ce qui s'est passé à Saint-Louis avec le BFEM. Mais, pour lui, ce n'est pas comparable à ce qui s'est passé au baccalauréat. "Le sabotage du Bac est une entreprise criminelle perpétuée par des personnes responsables au plus haut niveau dont le seul but est de saborder notre système éducatif et faire dévaloriser notre baccalauréat pour

des raisons inavouées et basement mercantiles" a expliqué Me Guéye. Alors qu'au BFEM de Saint-Louis, il n'a pas été question d'argent. "Il y a parmi ces candidats épinglés, ceux qui ont passé cinq fois le BFEM. Ceux qui les ont aidés ne sont rien d'autre que des amis qui n'ont reçu aucune somme d'argent, et ils pensaient leur rendre service" a-t-il soutenu. Avant de souligner la responsabilité de ceux qui n'ont pas pris le soin de vérifier les sacs des élèves qui contenaient les téléphones et de les déposer loin des bancs d'examen". ■

FARA SYLLA (SAINT LOUIS)

ATTAQUE À MAINS ARMÉE À VÉLINGARA

Plus de 5 millions emportés et 2 blessés graves

Des millions de francs CFA et des marchandises emportés, deux blessés graves : c'est le bilan de l'attaque à main armée perpétrée dans la nuit du 18 juillet dans le village de Manda Douanes situé à 40 km de Vélingara.

■ EMMANUEL BOUBA YANGA

Après une période d'accalmie, le grand banditisme refait surface dans la capitale du Fouladou. L'attaque perpétrée,

dans la nuit du 18 au 19 juillet dernier, dans le village de Manda Douanes, village situé à 40 km de Vélingara, en est une parfaite illustration. Sept (7) malfaiteurs à bord

d'un véhicule et lourdement armés ont fait irruption dans cette localité. Selon nos sources, les brigands sont entrés dans le village aux environs de 21 heures 30

minutes. Pour accomplir leur forfait, ils ont tiré des coups de feu, créant une panique générale au sein des populations.

Profitant du chaos, ils ont pris d'assaut une boutique tenue par un maure et un établissement Wari. Ils se sont emparés de plus de cinq (5) millions de nos francs CFA en espèces et en marchandises, avant de prendre la poudre d'escampette, laissant derrière eux deux blessés graves. Les victimes, dit-on, ont été évacuées au centre hospitalier régional de Tambacoun-

da. Cette attaque remet sur la table la lancinante question de l'insécurité dans cette contrée frontalière avec la Gambie et la Guinée Conakry. Une localité carrefour où convergent des milliers d'individus en provenance de l'intérieur du Sénégal et des pays limitrophes, à cause de son marché hebdomadaire.

Une nouvelle fois, les habitants réclament l'installation d'un camp militaire et le renforcement des effectifs et moyens de la brigade de gendarmerie de Manda Douane. ■

DRAME DU STADE DEMBA DIOP

Ouakam met en garde et annonce la bataille médiatique

Les dignitaires de Ouakam ont rencontré la presse, hier à la grande mosquée de ladite localité, pour présenter leurs condoléances aux familles mbouroises ayant perdu leurs proches lors du drame du stade Demba Diop, samedi dernier. Ces notables ont fustigé les nombreuses sorties dans la presse à leur encontre et menacent de porter la réplique.

— LOUIS GEORGES DIATTA

Ouakam "n'acceptera pas" d'être l'agneau du sacrifice. Après les dirigeants de l'Union sportive de Ouakam (Uso), au surlendemain du drame de Demba Diop survenu samedi dernier, c'est au tour des dignitaires de monter au créneau. Face à la presse, hier, ils ont présenté leurs condoléances aux populations mbouroises pour les 8 décès occasionnés par les incidents notés lors de la finale de la Coupe de la Ligue du Sénégal. Ils ont également dénoncé les "nombreuses déclarations à leur encontre sur les médias". "Ce sont des propos qui peuvent mettre le feu dans un pays", a prévenu le maire de la commune de Ouakam, Samba Bathily Diallo. Ce dernier ne s'est pas empêché de citer des noms. "Il y en a qui n'ont même pas suivi le match et qui versent dans



Le Jaraaf Youssou Ndoye (au centre) et les autres notables de Ouakam

la médisance. Malick Thiandoum, je vais citer son nom, il a dit du n'importe quoi sur nous. Quand on lui a demandé, il a reconnu n'avoir pas suivi le match", a-t-il pesté. L'édile de la ville s'en est même pris au pré-

sident de la Fédération sénégalaise de football (FSF), Me Augustin Senghor. "On a entendu les déclarations du président de la Fédération. Un responsable ne parle pas ainsi. Il n'était pas au stade. S'il veut être

réélu, il n'a qu'à faire campagne ailleurs mais pas sur ce drame", a-t-il fulminé. M. Bathily Diallo fait savoir que les Ouakamois n'accepteront pas d'être accusés par voie de presse et sur les réseaux sociaux. "On a toutes les vidéos. On sait tout. A force de recevoir des coups, on finit par riposter", a-t-il alerté.

Pour sa part, le vice-président de l'Uso, Daouda Diagne, a appelé les Sénégalais "à la retenue". "Tenez compte du fait que des Mbourois habitent à Ouakam et vis-à-versa. Beaucoup d'entre nous y ont travaillé pendant cinq ans. Il ne peut pas y avoir d'actes prémédités entre nos deux entités", a-t-il dit. Puis il a annoncé une "bataille médiatique". "Cette bataille-là, persiste-t-il, nous la mènerons parce que nous avons des arguments. Si on a cherché à nous charger, nous avons des éléments pour nous défendre".

"La part de responsabilité des dirigeants du football"

Cette rencontre a été une occasion pour les différentes autorités léboues de Ouakam d'inviter à l'apaisement. "Ce qui est arrivé aux Mbourois pouvait se passer du côté de Ouakam. Mais c'est Dieu qui en a décidé ainsi", a déclaré le Jaraaf, Alioune Guèye. Ces autorités coutumières, à l'image du Jaraaf Youssou Ndoye, ont également invité la jeunesse sénégalaise "au changement de comportement".

Même s'ils ont accepté d'endosser leur part de responsabilité concernant le drame du stade Demba Diop, les dignitaires de Ouakam ne comptent pas être tenus pour seuls responsables de ces incidents. "On était partis en paix. On a sensibilisé tout le monde en disant qu'il ne fallait pas créer de querelles. On présente nos excuses", a déclaré le maire de Ouakam. Mais Samba Bathily Diallo estime "qu'il faut rechercher la part de responsabilité des dirigeants du football". Cela commence, dit-il, par "la Ligue sénégalaise de football professionnel et la Fédération sénégalaise de football". "Le jour de la finale, je n'ai vu aucun membre de la Fédération sur les tribunes", a-t-il déploré. Samba Bathily Diallo a aussi fait des reproches au directeur du stade Demba Diop. "Tout le monde sait que c'est la tribune qui a causé les morts", a-t-il affirmé. Il a même incriminé la Police. "Quand il y a un combat de lutte, on mobilise beaucoup de policiers entre les deux bords de telle sorte que personne ne puisse déborder dans le camp adverse", a-t-il fait remarquer.

Enfin, le vice-président de l'Uso, Daouda Diagne, a rappelé que Ouakam a aussi enregistré des blessés. "On a des enfants de six ans qui ont des côtes cassées et qui sont toujours à l'hôpital. Ce drame nous appelle à rejeter avec fermeté toute forme de haine ou de violence", a-t-il imploré. ■

REVUE TOUT TERRAIN

FOOT - DJIBOUTI

La Fédération dissout son équipe nationale

La Fédération de Djibouti (FDF) vient de prendre une mesure radicale : elle a décidé de dissoudre son équipe nationale. Face "aux pauvres résultats" obtenus par les Requins de la Méditerranée (ou Riverains de la Mer rouge), l'instance a préféré laisser la place aux jeunes. "Il ne s'agit pas de problèmes d'argent. C'est la nouvelle politique de la Fédération", a précisé le directeur technique national, Omar Ali Mohamed, dans un communiqué. La 185e nation au classement FIFA vient de perdre sèchement à domicile contre l'Éthiopie (5-1), en qualifications du Championnat d'Afrique des nations 2018, disputé au Kenya et réservé aux joueurs évoluant sur le continent africain.

MILAN AC

Une offre de 70 M€ pour Benzema ?

En quête d'un attaquant de classe mondiale, le Milan AC voit ses options diminuer jour après jour. Alvaro Morata ayant donné son accord pour rejoindre Chelsea, la piste Pierre-Emerick Aubameyang abandonnée, il ne reste plus qu'Andrea Belotti, pour qui le Torino demande au moins 80 millions d'euros, de disponible parmi les récentes cibles. Mais ce jeudi, un buteur de très haut niveau a vu son nom circuler dans la cité italienne : Karim Benzema (29 ans, 48 matchs et 19 buts toutes compétitions en 2016-2017) ! Selon les informations de Tuttosport, le club lombard serait disposé à payer 70 millions d'euros pour recruter le Français du Real Madrid. Un chèque très important qui a de quoi faire réfléchir la Maison Blanche pour un joueur à qui il reste deux années de contrat. Sauf que le départ imminent

de Morata pour l'Angleterre devrait obliger le double champion d'Europe en titre à retenir l'international tricolore.

MONACO

50 M€ refusés pour Benjamin Mendy !

Benjamin Mendy (23 ans, 25 matchs en L1 cette saison) n'a pas encore quitté l'AS Monaco ! Annoncé avec insistance du côté de Manchester City, le latéral gauche va devoir prendre son mal en patience puisqu'un accord n'a toujours pas été trouvé entre les deux formations. Après deux premières offres repoussées par le Champion de France, les Citizens sont revenus à la charge en proposant 50 millions d'euros pour l'ancien Marseillais. Une proposition refusée par l'ASM d'après Sky Sports ! De son côté, le Daily Mail croit savoir que Monaco réclame environ 57 millions d'euros pour Mendy, soit la somme dépensée par les Skyblues pour recruter le latéral droit Kyle Walker en provenance de Tottenham. A noter que Chelsea se trouverait toujours à l'affût pour l'international français...

MONACO

Mbappé, le club montre les crocs !

L'AS Monaco avait un message à faire passer à certains prétendants de son attaquant Kylian Mbappé (18 ans, 29 matchs et 15 buts en L1 en 2016-2017) ! Dans un communiqué officiel publié ce jeudi, le champion de France a déploré les approches directes réalisées auprès de l'international français ou de son entourage par des "clubs importants du football européen". "Afin de mettre fin à cette situation inacceptable, l'AS Monaco envisage de demander à la Ligue de Football Professionnel et à la FIFA d'engager des procédures disciplinaires à l'encontre des clubs contrevenants", peut-on notamment lire.

PSG

Un rendez-vous avec le père de Neymar ?...

Le feuilleton Neymar (25 ans, 30 matchs et 13 buts en Liga en 2016-2017) se poursuit ! Supposément poussé par une partie de son entourage à quitter le FC Barcelone pour devenir le patron d'une équipe, l'attaquant a été annoncé ces derniers jours dans le viseur du Paris Saint-Germain. Déjà évoquée par les médias espagnols, une réunion entre le père du Brésilien et le directeur sportif parisien Antero Henrique va bel et bien avoir lieu selon le journaliste de la radio RMC Mohamed Bouhafsi. Cet entretien aurait été initié par le clan de Neymar, qui souhaiterait désormais discuter des modalités contractuelles d'un éventuel mouvement à Paris. Bien évidemment, l'intérêt du club de la capitale peut également servir à l'avant-centre pour négocier un nouveau contrat avec les Blaugrana.

...Qui pourrait avoir un salaire encore plus important

30 millions d'euros par an, soit le montant du salaire que toucherait Neymar s'il venait au PSG. A en croire le chiffre dévoilé par Marca, la paye est déjà XXL. D'après UOL Esporte, il faudrait rajouter un X. Le média brésilien parle d'un montant de 40 millions d'euros par an, grâce à certains bonus, marketings notamment. La super star auriverde alimenterait l'image du Qatar à l'international. Neymar serait la tête de gondole de la Coupe du Monde 2022 au Qatar. D'où un salaire encore plus supérieur que celui dont la planète football parlait initialement.

FOOT - ANGLETERRE - EVERTON

Funes Mori absent 6 à 9 mois

Ramiro Funes Mori a subi une nou-

velle opération à un genou, a indiqué son club d'Everton, mercredi. Le défenseur international argentin (26 ans) aura besoin d'une "réhabilitation prolongée d'un minimum de six à neuf mois", ont précisé les Toffees dans un communiqué. Blessé en mars en sélection, le joueur a déjà manqué toute la fin de saison dernière.

WEST HAM

"Chicharito" arrive

Trois ans après avoir quitté Manchester United et la Premier League, l'attaquant mexicain Javier Hernandez, dit "Chicharito", va retrouver le championnat anglais sous les couleurs des Hammers. West Ham a en effet annoncé avoir trouvé un accord avec Leverkusen pour le transfert du joueur, sans en dire plus sur les modalités de la transaction.

MANCHESTER UNITED

Walker, Mourinho n'en revient pas !

En déboursant près de 57 millions d'euros pour l'arracher à Tottenham, Manchester City a fait du latéral droit Kyle Walker (27 ans) le défenseur le plus cher de l'histoire. Manager du grand rival, Manchester United, José Mourinho a affirmé ne pas comprendre cette envolée des prix. "J'imagine que Manchester City aurait aimé payer 28 M€ pour Kyle Walker. Ils ont dû être abasourdis par le prix réclamé par les Spurs, a estimé le Spécial One devant la presse. Vous avez l'option de payer ou pas. Autant j'étais habitué à ce que les équipes payent de grands montants pour de grands joueurs, autant c'est surprenant aujourd'hui de voir que tout le monde paye de grands montants pour de bons joueurs. Et il y a une différence entre les bons joueurs et les grands joueurs. Les chiffres sont devenus vraiment fous pour des joueurs normaux." Habitué à faire sauter la banque, les Red Devils, qui ont déboursé 85 M€ hors bonus pour l'attaquant Romelu Lukaku, savent de quoi ils parlent...

FOOT - UEFA

Lyon fixé la semaine prochaine

Après les incidents survenus le 11 mai au Parc OL lors de la réception de l'Ajax Amsterdam en demi-finale de Ligue Europa, Lyon, qui passait jeudi devant la commission de discipline de l'UEFA, connaîtra la décision la semaine prochaine. Éliminé malgré sa victoire 3-1 face à l'Ajax au match retour (défaite 4-1 à l'aller), le club est visé pour utilisation d'engins pyrotechniques, jet d'objets, envahissement de terrain et blocage des escaliers. En sursis après des incidents bien plus violents face à Besiktas Istanbul - jets de pétards et envahissement de pelouse - qui avaient retardé le coup d'envoi de 45 minutes, l'OL risque une suspension de toute compétition européenne. Mais les règlements de l'UEFA stipulent que le sursis ne peut être levé qu'en cas d'incidents de même nature que ceux ayant entraîné la première sanction, ce qui n'est pas le cas ici.

FOOT - ITALIE

Enquête pour de l'immigration clandestine

La justice italienne a ouvert une enquête pour déterminer si de l'immigration clandestine a été utilisée dans le football local. Le point de départ serait dans le club de Prato (D3 italienne), selon La Gazzetta dello Sport. La police a placé quatre personnes en détention préventive, dont deux dirigeants du club de Prato calcio, et procédé à plusieurs perquisitions au sein de plusieurs sociétés. Selon le quotidien sportif, certains dirigeants du club auraient "favorisé l'arrivée illégale en Italie de jeunes mineurs africains". Ces derniers étaient ensuite "vendus à des équipes de divisions supérieures" (Série A ou B) sans que celles-ci soient au courant du caractère frauduleux de leur entrée sur le territoire, a précisé le journal. Les enquêteurs soupçonnent aussi plusieurs dirigeants d'avoir organisé des matchs truqués et des paris illégaux.

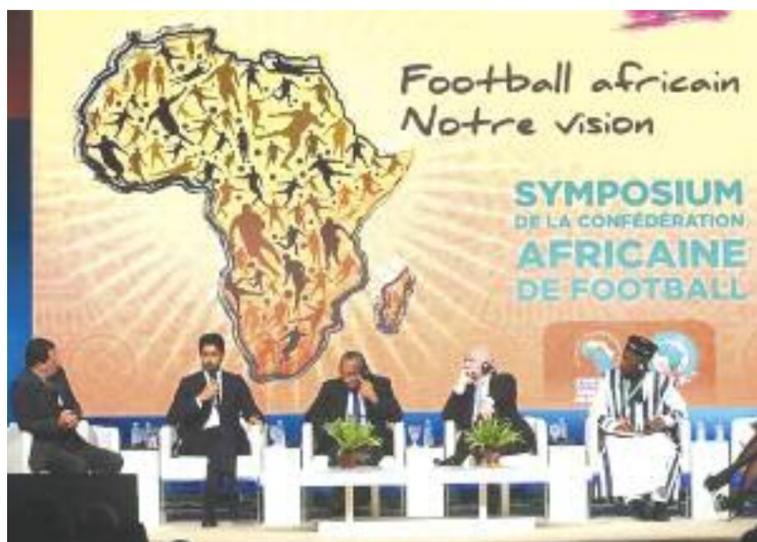
FOOT - AFRIQUE

La CAN passe à 24 équipes

Le Comité exécutif de la CAF Coupe a validé, hier lors du symposium au Maroc, la proposition de passer à 24 équipes pour la Coupe d'Afrique des Nations (CAN).

— ADAMA COLY

C'est maintenant officiel, la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) va passer de 16 à 24 équipes. Le Comité exécutif de la Confédération africaine de football (Caf) a validé l'une des recommandations du groupe de travail chargé de réfléchir sur le football continental. C'est hier que la décision a été prise dans ses "Résolutions". C'est stipulé dans l'"Atelier 1. Can : compétition et cahier de charges". "Passage à une Coupe d'Afrique des Nations à 24 équipes dès l'édition de 2019 avec un tournoi qui devra se disputer entre les mois de juin et juillet. La compétition continuera à se disputer tous les deux ans, les années impaires et exclusivement sur le continent afri-



cain et avec des sélections nationales africaines", note-on. Le Comité exécutif s'est réuni ce jeudi 20 juillet,

c'est-à-dire au lendemain de la fin du premier symposium sur le foot africain tenu à Skhira, dans la banlieue

Résolutions du Comité exécutif de la CAF

Le Comité exécutif de la CAF, réuni le 20 juillet à Rabat, au Maroc, a passé en revue les résolutions des différents ateliers constitués lors du 1er symposium sur le football africain tenu les 18 et 19 juillet au palais des Congrès de Skhirat, banlieue de Rabat.

Le Comité a préconisé la mise sur pied d'un groupe de travail qui planchera sur la matérialisation des résolutions et proposera un chronogramme d'implémentation à court, moyen et long terme. Toutefois, un consensus s'est dégagé sur un certain nombre de points par ateliers.

Atelier 1. Can : compétition et cahier de charges

Passage à une Coupe d'Afrique des Nations à 24 équipes dès l'édition de 2019 avec un tournoi qui devra se disputer entre les mois de juin et juillet. La compétition continuera à se disputer tous les deux ans, les années impaires et exclusivement sur le continent africain et avec des sélections nationales africaines.

Atelier 2 : compétitions interclubs

Il a été convenu par le Comité de maintenir le format actuel, mais de procéder à l'avenir à un changement de calendrier pour les compétitions interclubs qui devraient commencer à se dérouler des mois d'août à mai.

Atelier 3: Développement du football (entraînement, arbitrage, médical)

Le principe de l'augmentation des indemnités payées aux arbitres a été approuvé.

Le Comité a signifié sa détermination à accompagner toutes les solutions scientifiques et médicales à même d'éradiquer le phénomène de trafic des âges. Tout comme les recherches pouvant permettre de déterminer les causes de mort subite chez les footballeurs, dont la majorité des victimes sont originaires d'Afrique.

Atelier 4. Football des jeunes

Le Comité a décidé de l'organisation d'éliminatoires zonales pour les Coupes d'Afrique des Nations des catégories jeunes (U17, U20, U23). Avec la flexi-

bilité offerte à chaque zone de proposer une formule. Il a également été prescrit par le Comité le renforcement des contrôles médicaux dans la détermination de l'éligibilité des joueurs.

Atelier 5. Partenariats internationaux

Le comité reconnaît l'urgence d'une amélioration des relations entre la CAF, ses associations membres, les états et l'Union africaine.

Atelier 6. Communication et médias

Le Comité exécutif s'inscrit en droite ligne des suggestions formulées pour l'amélioration des outils de la communication de la CAF, dans le domaine digital et des réseaux sociaux notamment avec la mise en ligne d'un site internet en adéquation avec les standards du moment. Le Comité s'engage, dans la perspective du renforcement des cahiers de charges des compétitions, à considérer une meilleure prise en compte des attentes des médias.

Atelier 8. Footballeurs : rôles et perspectives

Le Comité a approuvé le principe de création d'un cadre de concertation avec les footballeurs africains de légende, et une plus grande implica-

de Rabat (Maroc)

La prochaine édition prévue au Cameroun va donc accueillir 8 équipes de plus par rapport aux précédentes. Cette nouvelle donne va inéluctablement se répercuter sur les éliminatoires qui ont déjà commencé. La première journée s'est jouée en juin dernier.

Pour les compétitions interclubs, une retouche a été également constatée. Elle concerne le calendrier. "Il a été convenu par le Comité de maintenir le format actuel, mais de procéder à l'avenir à un changement de calendrier pour les compétitions interclubs qui devraient commencer à se dérouler d'août à mai", fait savoir la Caf.

Les techniciens sont aussi concernés par cette mutation, surtout le système des licences des entraîneurs. Selon des sources, les experts invitent à mettre fin aux diplômes d'équivalence de la CAF car ils ont remarqué que cette harmonisation a contribué à banaliser le diplôme de la CAF.

Elu président de la Caf le 17 mars 2017, le Malgache Ahmad Ahmad est en train donc petit à petit de mettre en application ses réformes. ■

tion de ces dernières dans les activités et instances de la CAF

COMPÉTITIONS

CHAN Total, Kenya 2018

Une nouvelle mission d'inspection sera conduite à la fin du mois d'août 2017 pour évaluer les avancées après celle de juin 2017.

CAN Total, Cameroun 2019

Une inspection sera conduite début septembre.

CAN U23 Total

La Zambie s'est officiellement retirée de l'organisation de l'édition de 2019. Le comité a instruit l'ouverture d'un appel à candidatures pour la sélection d'un nouveau pays hôte.

CAN beach-soccer

Le Comité a décidé de l'octroi de l'édition de 2018 à l'Egypte, seul pays à avoir manifesté son intérêt pour l'organisation au terme du délai prescrit pour l'appel à candidatures.

Compétitions interclubs

Le Comité a constaté la levée de la suspension du Soudan par la Fifa et indiqué que les clubs soudanais engagés en Ligue des champions Total et Coupe de la Confédération

BRÈVES

FOOT - MERCATO

Le Malaga pense à Alfred Ndiaye



L'international sénégalais, Alfred Ndiaye, ne manque pas de prétendants. Même en Espagne. "Le mercato est en effervescence. Et parmi les informations les plus en vue ce 19 juillet 2017, figurent en bonne place, l'intérêt de Malaga pour le joueur sénégalais Alfred Ndiaye sur qui son équipe Villarreal ne compte pas cette saison", affirme une source espagnole. Le club compte sur l'ancien milieu de terrain de Nancy pour combler un départ. "L'option de Javi Garcia écartée, le club de Malaga est en train de mettre les bouchées doubles pour obtenir le transfert (ou prêt) du joueur sénégalais Alfred Ndiaye. Ce dernier est un milieu de terrain que Malaga a en ligne de mire depuis un certain temps pour remplacer Camacho, selon le site "Fichajes.com". Ainsi le club Malagueno compte tout faire pour arriver à un accord avec Villarreal", apprend-on. Camacho a rejoint le club allemand de Wolfsburg. Le joueur de 27 ans a joué la moitié de la saison dernière à Hull City, sous forme de prêt. Il n'a pu aider Hull City à se maintenir en Premier League.

BASKET-BALL - CRAMC DE DAKAR

Remise de diplômes ce samedi

Dix-sept élèves arbitres, marqueuses, chronométreuses de basket-ball de la région de Dakar vont recevoir leurs diplômes ce samedi 22 juillet. Cinq femmes figurent parmi les 17. La promotion porte le nom de l'ancien Directeur technique national (Dtn) de basket, Ousseynou Ndiaga Diop, selon le communiqué. Organisée par la Cramc de Dakar, la cérémonie est prévue au siège de la Ligue de Dakar de basket-ball, au stade Demba Diop.

Total ne sont pas disqualifiés mais perdent, conformément aux règlements, leurs matchs de la 6e journée de la phase de groupes.

Par voie de conséquence, le club soudanais Hilal El Obied est qualifié pour les quarts de finale de la Coupe de la Confédération Total. ■

CAF

CAF

Jacques Anouma note une libération de la parole comme changement

Les premiers signes avec le changement intervenu à la tête de l'exécutif de la Confédération africaine de football (CAF) est la libération de la parole "perçue" lors du symposium de Rabat (18-19 juillet), a estimé l'ancien président de la Fédération ivoirienne de football (FIF), Jacques Anouma. "J'ai vu pendant ces deux jours de symposium que les gens prenaient la peine de s'exprimer pour

dire leur opposition, leur point de vue, leur désaccord, je peux vous assurer que ce n'était pas le cas dans un passé récent à la CAF", a rappelé l'ancien membre du Comité exécutif de la Fifa.

La candidature de Jacques Anouma à la présidence de la CAF n'avait pas été retenue en raison du vote d'un amendement des statuts de l'instance intervenu lors d'une assemblée générale en septembre 2012, aux Seychelles. Ce nouvel

amendement que seuls les membres du Comité exécutif de la CAF pouvaient faire acte de candidature à la présidence de l'instance dirigeante du football africain.

Invité par le nouveau président de la CAF, le Malgache Ahmad, le dirigeant ivoirien qui préside aux destinées de l'AFAD (Académie de football Amadou Diallo) a perçu cette alternance comme un signe d'espoir. "Et c'est au président Ahmad de transformer cet espoir en réa-



lité en mettant en place des choses concrètes, en mettant fin à l'ostracisme et en mettant les gens qu'il faut à la place qu'il faut", a indiqué l'ancien président de la FIF. "Je n'ai eu aucun regret à avoir

posé ma candidature", a-t-il dit, rappelant que ce ne sont pas toujours les Généraux qui enclenchent les guerres qui les gagnent forcément. "Le football africain avec son énorme potentiel a besoin d'aller vite de l'avant et il ne faut pas hésiter de prendre des mesures pour accompagner mais aussi parfois sanctionner", a préconisé le président Anouma.

Jacques Anouma a appelé la CAF à ne pas procéder à l'application immédiate de la recommandation faite sur l'ouverture de la CAN de 16 à 24 équipes. "De nos jours, seuls 3 à 4 pays peuvent prétendre organiser une phase finale à 24 pays", a-t-il commenté. ■

APS